

Wagner
ne se
paiera pas

Le Quartier Latin

Bien faire et laisser braire

Journal des étudiants de l'Université de Montréal • Port payé à Montréal

MONTREAL — 11 MARS 1965

VOLUME XLVII — NUMERO 43

"La
tête
des autres"

L'UGEQ marcherait SUR LE PARLEMENT

(par Chantal GAGNON)

Les étudiants du Québec, par la voix de leurs associations respectives, membres de l'Union Générale des Étudiants du Québec, ont proposé un refus catégorique à la formule du rapatriement de la constitution proposée par le tandem Lesage-Gérin-Lajoie. Ils considèrent que cette formule brimerait les Québécois en ce sens qu'elle fixerait un carcan au Québec et l'empêcherait non seulement d'accéder à l'autodétermination mais même à un statut spécial à l'intérieur d'une Confédération.

C'est ainsi qu'à l'unanimité, les associations membres de l'UGEQ ont voté, à la dernière réunion du Comité de Coordination une résolution voulant que l'UGEQ organise une marche des étudiants sur Québec, si son gouvernement maintient ses positions actuelles sur la question.

Le vice-président aux affaires publiques de l'UGEQ, M. Richard Guay envoie une lettre au premier ministre Lesage (copie en p. 3) dans laquelle il établit fermement la position des étudiants et demande



M. JACQUES DESJARDINS
L'UGEQ descendra dans la rue s'il le faut...

au gouvernement d'opter pour une autre solution.

Dans sa lettre, le vice-président de l'UGEQ refuse à M. Lesage "le droit de choisir le régime constitutionnel sous lequel le peuple du Québec désire vi-

vre". Il ajoute même : "... Vous vous imaginez que le Québec pense majoritairement comme vous et certains de vos ministres. Vous nous permettrez de vous soumettre que vous vous illusionnez".

La teneur de la réponse du premier ministre tiendra donc lieu d'applaudissements ou de cris de ralliement pour les étudiants.

Le retrait du gouvernement de ses positions actuelles lui apportera l'appui des étudiants, mais si, au contraire, le gouvernement maintient ses positions, il devra s'attendre à une lutte sans merci du plus important des corps intermédiaire du Québec.

En demandant au gouvernement de reprendre les négociations sur cette question, l'UGEQ affirme: "Sinon, nous serons obligés, par le mandat que nous avons, de prendre d'autres moyens pour empêcher le gouvernement de l'Etat du Québec de jouer le jeu d'Ottawa et des autres provinces au détriment du peuple québécois".

C'est clair, net et précis. Les étudiants ne toléreront

pas que le Québec se fasse jouer sur un item d'importance capitale pour lui. Quels sont les moyens que préconise l'UGEQ, si satisfaction n'est pas obtenue? "N'en déplaise à Claude Wagner et à ses matraques, nous descendrons dans la rue s'il le faut, et nous nous opposerons jusqu'à la limite à une loi inacceptable pour le Québec" écrit le vice-président de l'UGEQ.

Le temps des carabindes est vraiment dépassé. Le peuple du Québec sait dorénavant pouvoir compter sur une force nouvelle et grandissante, sur des citoyens qui n'ont pas froid aux yeux, sur un corps intermédiaire qui ne se laissera pas "enfiroûaper" par des déclarations et des promesses à l'emporte-pièces.

L'époque duplessiste est morte pour la population. Il ne reste plus qu'au gouvernement, semble-t-il, à l'apprendre vraiment. Si celui-ci refuse de s'ouvrir les yeux, les étudiants se chargent d'aller éclairer sa lanterne.

**Nos
Carabins
champions**

(Page 10)

**Les journées
syndicales
de l'UGEQ**

(Pages 13, 14, 15, 16)

**L'industrie
privée
du cinéma**

(Supplément artistique)

X

N.B. la présentation de la carte de l'AGEUM est nécessaire pour voter mercredi prochain



LE CELLIER DE BACCHUS

OYEZ, OYEZ, ESTUDIANTS, BASOCHIERS ET POTACHES

Je suis Bacchus, Dieu du Vin et oncle de Vénus, Déesse de l'Amour. Dans mon Cellier vous tous êtes invités à venir festoyer, boire et guignoler au son de la musique de Dodo, le Roi du Musette. Mes mousquetaires vous serviront le Jus des Vignes de France, d'Italie, du Canada, d'Autriche et des autres contrées du Monde.

Je vous recevrai tous les jours de la semaine de 7 h. 30 p.m. à 2 h. a.m.

A BIENTOT, BACCHUS

Réservation : 748-7771, d'Artagnan, Capitaine de la garde, Ramada Inn — 6110, Côte-de-Liesse

en bref

Wagner invité à présider "La tête des autres"

Montréal, le 25 février 1965

M. le Procureur général, Hôtel du Gouvernement, Québec.

Monsieur le Ministre,

Au risque de paraître importun, qu'il me soit permis de prendre quelques minutes de votre temps. Un mot pour vous inviter à présider la première d'une série de représentations de "La Tête des Autres" de Marcel Aymé, le vendredi 19 mars à 8 heures 30 au Grand salon du Centre Social de l'Université de Montréal.

Si l'AGEUM a cru rehausser l'événement par votre présence, c'est qu'elle ignore pas la détermination avec laquelle vous menez votre lutte contre la corruption. Je m'explique. Cette pièce est la satire d'un système corrompu où les procureurs et l'honnête homme sont les jouets de fautes ou de faiblesses passées. Nul doute que la présence lors de la première, d'un défenseur de la justice, incitera le public à réfléchir sur les conséquences du désordre.

J'aimerais, si cela est possible, recevoir rapidement confirmation

de votre part afin de prendre les dispositions protocolaires qui s'imposent.

Je vous prierais, Monsieur le Ministre, de considérer cette invitation avec l'assurance de notre respect.

Votre tout dévoué,
Lucien HAMELIN,
Directeur du Nouveau Théâtre Universitaire.

Il décline l'invitation

Monsieur Lucien Hamelin, 2222 Maplewood, Montréal 26, P.Q.

Cher Monsieur,

Le Procureur général accuse réception, par mon intermédiaire, de votre lettre du 25 février. C'est à regret qu'il ne peut accepter de présider le spectacle qui sera présenté le 19 mars prochain, au grand salon du Centre Social de l'Université de Montréal.

La multiplicité des problèmes de l'administration de la justice dans la province de Québec est grande, comme vous le devinez, et pour l'instant le Procureur général, Maître Claude Wagner, dispose de peu de loisirs.

En son nom, je formule des vœux sincères de succès pour les représentations de votre spectacle.

Bien à vous,

Marcel VLEMINCKX,
Attaché personnel

L'UGEQ et Franco

Lors de sa réunion du 6 mars dernier, le Comité de Coordination de l'Union Générale des Etudiants du Québec adoptait à l'unanimité une résolution qui condamne la politique du régime Franco et plus particulièrement son attitude face à la tentative des étudiants et des ouvriers de se syndiquer librement.

L'UGEQ, qui a selon sa charte le devoir de promouvoir la justice et de lutter pour les libertés politique et qui a de plus adopté le syndicalisme étudiant comme principe de son action et de sa pensée, ne peut qu'appuyer les étudiants de Madrid ainsi que toute la force ouvrière et étudiante d'Espagne au nom de la dignité humaine, de la liberté fondamentale et démocratique de l'être humain et de la solidarité syndicale internationale.

De plus, l'UGEQ appuie symboliquement toute manifestation qui pourrait être organisée à cette fin.

Manifestations au consulat espagnol

Pour répondre à l'appel lancé à l'opinion mondiale par les étudiants d'Espagne qui ont manifesté récemment contre l'absence de liberté dans les syndicats étudiants espagnols, les Démocrates espagnols de Montréal organisent pour samedi prochain le 13 mars, une manifestation pacifique devant le Consulat général d'Espagne à Montréal (1310 rue Greene, Westmount). La manifestation débutera à 10.30 h. a.m. et se poursuivra jusqu'à 12.30 h. p.m. Les étudiants québécois sont invités à se joindre aux manifestants afin de démontrer par leur présence, leur solidarité avec leurs camarades espagnols.

Pour de plus amples renseignements, communiquer : Nardo Castillo, à 849-3665, jusqu'à 6 h. p.m. et 352-2992 par la suite.

Distributrices : l'AGEUM fournit des allocations d'étude

Une partie des profits des machines distributrices ayant été allouée pour distribution sous forme d'allocations d'études, ceux qui en désirent pourront se procurer une feuille de renseignements au bureau des Affaires Etudiantes au Centre Social.

CONDITIONS :

membre de l'AGEUM;
budget de cette année insuffisant.

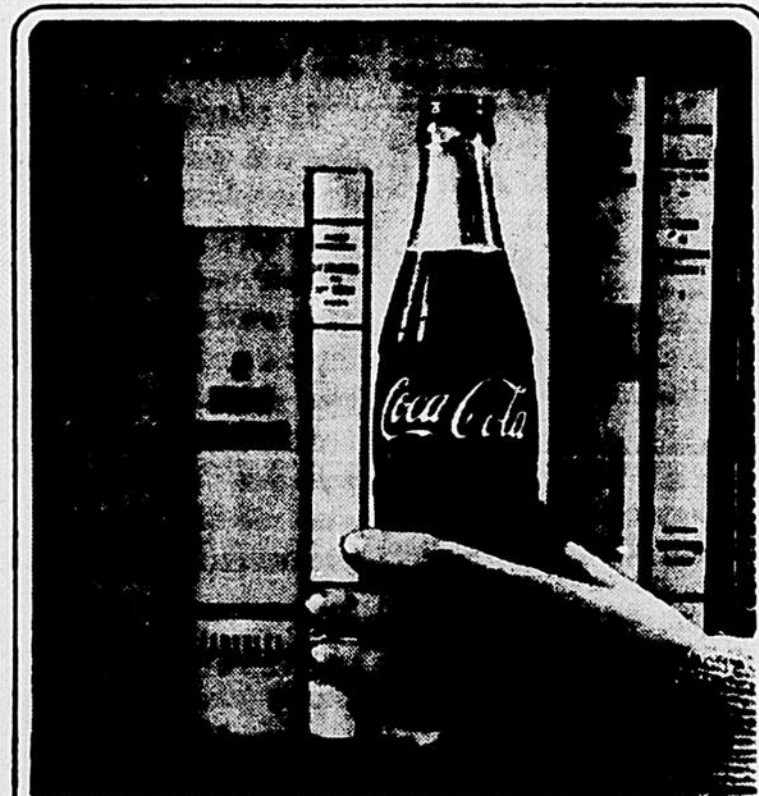
FORMULES :

Centre Social,
local 612,
lundi et mercredi : 11 h. 30 à 1 h. 30 p.m.

Etant donné le montant présentement à votre disposition, ne seront considérés que les BUDGETS NETTEMENT DEFICITAIRES.

Les recommandations du Comité seront effectives au début du mois d'avril.

RICHARD LE MAIRE
Service d'allocation d'étude AGEUM
Comité d'aide financière



avec
Coke
y a d'la **joie!**



Prenez—dans l'intervalle—un bon Coca-Cola bien glacé. Pour ramener l'entrain, c'est du ressort en bouteille!

Coca-Cola et Coke sont des marques déposées qui identifient le produit de Coca-Cola L16e.

Le Quartier Latin

est le seul journal qui vous appartient
COLLABOREZ :
LOCAL 707
DU CENTRE SOCIAL

"Notre victoire sera celle de tous les peuples..."

(ANDRE D'ALLEMAGNE)

(par Roch DENIS)

C'est un fait reconnu, peu de Québécois peuvent aujourd'hui parler de nationalisme et d'internationalisme avec habileté et précision, et avec plus de mots aussi qu'on en peut compter sur les dix doigts. M. André D'Allemagne, directeur du Rassemblement pour l'Indépendance Nationale, a su témoigner avantagement de ses possibilités dans le domaine, vendredi soir dernier, au Centre Social des étudiants, dans le cadre des Journées Internationales.

La lettre de l'UGEQ au Premier Ministre

Montréal, le 8 mars 1965.

Monsieur Jean Lesage,
Premier Ministre du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, QUEBEC.
Monsieur,

Le Congrès de Fondation de l'UGEQ, en novembre dernier, a adopté une résolution qui se lit comme suit :

"Il est proposé que l'UGEQ fasse savoir clairement au gouvernement de l'Etat du Québec que l'acceptation de la procédure d'amendement à la Constitution proposée à la conférence d'Ottawa est inadmissible, que l'UGEQ demande au gouvernement du Québec de reprendre toutes les négociations à ce sujet afin que le droit d'autodétermination et de la liberté de la nation canadienne-française soient sauvegardés, que l'UGEQ voit à établir avec les syndicats ouvriers, l'U.C.C. et les autres corps intermédiaires un front commun qui s'emploiera par les moyens jugés opportuns (réunions publiques, informations, manifestations) à forcer le gouvernement du Québec à réorienter sa politique en fonction des aspirations les plus profondes de la nation canadienne-française".

Je crois bien que cette résolution parle par elle-même; les étudiants du Québec n'acceptent pas l'entente qui a été conclue sur le rapatriement d'une constitution vétuste et ridicule, entente que vous allez bientôt soumettre à l'Assemblée Législative, après, bien sûr, que votre projet concernant le Conseil Législatif sera adopté, afin d'enlever celui-ci du chemin pour pouvoir imposer au Québec un règlement qui va à l'encontre de ses intérêts nationaux, intérêts que vous êtes sensé défendre de par le mandat que vous avez reçu du peuple.

Or, précisément, votre mandat ne va pas jusque là; vous n'avez pas le droit de choisir le régime constitutionnel sous lequel le peuple du Québec désire vivre; c'est pourtant ce que vous proposez de faire bientôt en ratifiant d'un coup de plume une constitution au sujet de laquelle les québécois ont plus que des réserves et en imposant à l'Etat du Québec un carcan constitutionnel qui lui nie le droit fondamental de toute nation: celui de l'autodétermination.

Bref, vous vous imaginez que le Québec pense majoritairement comme vous et certains de vos ministres. Vous nous permettez de vous soumettre que vous vous illusionnez; chose certaine, les étudiants ne partagent votre opinion sur cette question.

C'est pourquoi, nous vous demandons de reprendre les négociations sur cette question, conformément à la résolution susmentionnée. Sinon, nous serons obligés, par le mandat que nous avons, de prendre d'autres moyens pour empêcher le gouvernement de l'Etat du Québec de jouer le jeu d'Ottawa et des autres provinces au détriment du peuple québécois.

Je sais que vous ne chérissez pas les propos que nous vous tenons, mais je tiens à vous dire que nous considérons la question comme étant extrêmement grave et que, pour nous, il ne saurait être question de laisser le gouvernement outrepasser son mandat et la confiance que le peuple lui a manifesté pour déterminer ainsi le futur de la nation.

N'en déplaise à Claude Wagner et à ses matraques, nous descendrons dans la rue s'il le faut, et nous nous opposerons jusqu'à la limite à une loi inacceptable pour le Québec.

J'espère cependant que de tels incidents ne seront pas nécessaires, car nous avons tous fort à faire pour édifier au Québec et ce, de façon positive, une société meilleure pour les Québécois.

Espérant que vous accéderez à notre demande et que vous renégociez toute cette question, cette fois dans l'optique des intérêts vitaux du Québec et, dans l'attente d'une réponse très prochaine, je demeure,

syndicalement vôtre,
Le Vice-président aux Affaires
Publiques,
Richard GUAY.

Une question de vie ou de mort

M. D'Allemagne, que d'aucuns considèrent comme le théoricien expert de l'Indépendance du Québec, s'est d'abord employé à discuter de l'internationalisme tel qu'il apparaît en 1965, "à l'heure où la solidarité des peuples n'est pas une question de sentiment, mais une question de vie ou de mort". L'internationalisme, a-t-il précisé, est la manifestation des relations qui existent entre les peuples et ceci pour des raisons idéologiques, politiques, économiques et culturelles. Des raisons idéologiques, a dit M. D'Allemagne, on en veut pour preuve, simplement, que les grandes idéologies soient en concurrence à travers le monde. Des raisons culturelles: "Je pense que de plus en plus nous allons vers la concentration des diverses cultures en des grands blocs relativement peu nombreux." Et des raisons économiques, enfin, qui tiennent à ce que l'homme est en train de vaincre la géographie, le capital et les marchés et que les techniciens de même que les connaissances techniques sont devenus des objets d'échanges internationaux.

Chaque peuple compte...

L'internationalisme, selon M. D'Allemagne, est en même temps une réalité quotidienne et un impératif. Car, dans ce nouveau contexte de concurrence économique et idéologique, "chaque peuple compte par ses ressources et ses options particulières, chacun doit jouer son rôle, sur la base du principe de la démocratie internationale et, pour ce faire, chaque peuple doit d'abord organiser son intérieur, sa vie collective et s'assurer de la stabilité. Ce qui ne va pas sans l'indépendance extérieure et la démocratie intérieure".

"Le nationalisme," a enchaîné le conférencier, "n'est donc plus dominateur, il est devenu libérateur et consiste dans les efforts que fait un peuple pour assurer sa liberté collective. Il faut y voir dès lors la base essentielle de toute coopération internationale, une fois reconnu le droit d'un peuple d'être ce qu'il est, conforme à son histoire."

Québec et Porto Rico

Rappelant que très peu de peuples n'ont pas encore accédé à la liberté collective, M. D'Allemagne a souligné que, cependant, Québec et Porto

Rico constituaient deux des derniers pays dans lesquels le pouvoir politique est encore restreint par le pouvoir d'une autre nation. Même si, selon lui, l'issue ne fait pas de doute, dans cette marche irréversible vers la libération, il n'en faut pas moins qu'il y ait chez nous des hommes qui veuillent faire l'histoire et non pas en être les esclaves.

Pas de messianisme...

A un autre moment, le leader indépendantiste s'est élevé contre ce "faux romantisme" qui est de l'ordre du messianisme français en Amérique. "Notre rôle, a-t-il dit, n'est pas de propager le français en Amérique, mais de le réaliser ici pleinement parce qu'il est essentiel à notre population. Notre démocratie veut dire le remplacement du paternalisme par la coopération internationale, notre première tâche: la présence au monde par la décolonisation. Et c'est là non seulement notre intérêt personnel mais aussi celui de toute l'humanité; notre victoire sera celle de tous les peuples, non seulement la nôtre."

Avis de mise en nomination

Avis est par les présentes donné qu'il sera procédé, le mercredi le 17 mars 1965, entre 11 heures a.m. et 1 heure p.m., en la chambre 312 du Centre Social, entre les mains du Secrétaire Général soussigné ou de son fondé de procuration, à la mise en nomination aux postes de directeur des commissions et comités suivants, savoir :

Le Comité des Activités sociales
Le Comité Athlétique
Le Comité des Affaires Nationales
Le Comité des Affaires Internationales
Le Comité de l'Action Sociale
Le Comité du Quartier Latin
Les Presses de l'AGEUM
Le Comité de la Société artistique
Le Comité des Affaires étudiantes pré-universitaires
Le Comité d'Education
La Commission juridique

Il sera de plus procédé à la mise en nomination aux postes suivants :

Président d'assemblée
Président d'assemblée suppléant

Il sera procédé à l'élection de ces différents postes le 22 mars 1965, lors de l'assemblée régulière du Conseil de Direction de l'AGEUM.

Ceux qui désirent poser leur candidature aux postes de directeur des bureaux suivants sont priés de la remettre au bureau de l'exécutif avant l'élection aux postes ci-haut mentionnés. Il sera par la suite procédé à la nomination des directeurs de ces bureaux.

Le Bureau de Presse
Le Bureau d'Administration
Le Bureau de la Statistique

Le Bureau des Finances
Le Bureau du Personnel
Le Bureau de la Propagande
Le Bureau des Relations extérieures
Le Bureau de l'UGEQ

Il est nécessaire que lors de la mise en nomination, les candidats soient accompagnés de deux témoins.

Pierre GIRARD,
Secrétaire Général.

Les élections

Règlement No 7, al. 5:

"Al. 5. Un quorum de 3 membres de la Commission Electorale est requis pour que ses décisions aient force de loi. Le présent alinéa s'applique dans les domaines de la réglementation et des plaintes, sauf les dispositions énoncées à l'alinéa trois (3) du règlement no. sept (7)."

Règlement No 16 A:

"Pour l'année 1965, le ou les bureaux de scrutin assignés aux étudiants de la Faculté des Arts seront ouverts entre onze (11) heures a.m. et sept (7) heures et quarante cinq (45) p.m. le 17 mars jour de l'élection."

La Commission Electorale.

COMPETITION INTER-FAC. INDIVIDUELLE DE JUDO

jeudi le 11 mars à 6 heures p.m. au
Gymnase des Pères Dominicains.

éditorial

Le taureau par les cornes

L'Union Générale des Etudiants du Québec s'enracine de plus en plus chaque jour dans la réalité québécoise. Cette centrale syndicale, dont les premiers pas nous avaient grandement inquiétés, est maintenant sortie gagnante de la gageure que pose toujours l'organisation d'un groupement quelconque. Même si tout n'est pas parfait à l'UGEQ on y sent une saine vigueur doublée d'un sens de la compréhension des événements qui façonnent actuellement le Québec et qui, c'est certain, lui donnera un visage nouveau dans quelques années. L'UGEQ, disions nous, s'enracine dans le milieu. Elle prend le taureau par les cornes, mais elle le prend intelligemment. Ainsi, avant de se mettre définitivement à l'oeuvre l'UGEQ a-t-elle cru bon d'envoyer son président, Jacques Desjardins, "vendre" non seulement l'idée d'une superfédération aux étudiants de la province, mais aussi et surtout leur faire voir la nécessité d'un groupement qui requiert la parti-

icipation active de toutes les associations dispersées un peu partout en sol québécois. Partout où Jacques Desjardins se présentait on sentait une certaine méfiance à l'égard de ce grand syndicat qui venait de Montréal. Mais partout aussi Desjardins sut gagner la confiance de ses auditeurs. La tournée de Jacques Desjardins a été, écrivons-le, un succès inattendu pour la plupart des observateurs.

La fin de semaine dernière a vu la clôture des "Journées syndicales de l'UGEQ". Cette fin de semaine a aussi été la confirmation de ce que plus d'un souhaitait depuis longtemps: l'UGEQ un véritable syndicat qui peut parler d'égal à égal avec autres centrales syndicales qui règnent sur le monde ouvrier. "Les journées syndicales de l'UGEQ" ont mis en lumière les quelques divergences — fort minimes — qui existent entre l'UGEQ et la FTQ, l'UCC et la CSN.

Mais à cette occasion on a aussi vu que les points communs de revendications étaient forts nombreux.

En fin de semaine dernière l'UGEQ a définitivement jeté le pont entre la gent étudiante et le monde ouvrier. La responsabilité de Jacques Desjardins en ce domaine est très grande; nous lui devons d'avoir su se faire entendre et comprendre par les syndicats qui groupent quelques 600,000 ouvriers, et par ricochet d'avoir amorcé un dialogue valable avec ceux-ci. Le succès que commence à connaître l'UGEQ, elle le doit à Jacques Desjardins et à son équipe qui n'ont pas escamoté les problèmes et qui ont même su proposer des solutions acceptables pour tous, solutions qui ont le grand avantage de faire progresser l'inévitable unification, dans les revendications, des syndicats ouvriers et étudiants. On en attendait pas moins de l'UGEQ.

Jacques ELLIOTT.

la vie étudiante

Le journal étudiant national

On dit que l'Union Générale des Etudiants du Québec publiera dès septembre prochain son journal national étudiant. Jamais auparavant le lancement d'un tel journal n'a bénéficié de circonstances aussi favorables.

En refusant d'admettre le caractère pluraliste du milieu étudiant, la J.E.C. a signé l'arrêt de mort de ses quatre journaux. Il y a donc un vide que l'UGEQ est particulièrement apte à combler.

D'un point de vue pratique, la centrale syndicale étudiante peut, dans toutes les institutions qui adhèrent aux fédérations qui lui sont affiliées, compter sur des associations dynamiques qui peuvent devenir la base d'un vaste réseau de distribution. C'est un fait nouveau. Car auparavant, la JEC constituait un monopole impossible à briser, les directeurs d'écoles et de collèges refusant dans maints cas de permettre à d'autres journaux de pénétrer dans "leur" institution. Ce nouvel

état de chose n'est rien moins que le résultat de la prise de conscience de la collectivité étudiante québécoise.

Ceci dit, bien des obstacles devront être surmontés avant que les soixante milles membres de l'UGEQ et ceux qui seront appelés à faire partie du mouvement un jour ou l'autre aient sous les yeux la première édition de la publication projetée.

Une Commission de l'UGEQ commencera incessamment à siéger afin d'étudier tous les aspects de la question. Il faudra tout d'abord décider de la formule de présentation de la publication. Plusieurs parlent d'un "Express". Théoriquement, l'idée est séduisante. Mais en pratique, j'estime à priori qu'elle serait probablement difficile de réalisation.

Pour vivre, une revue à grand tirage doit pouvoir compter sur des revenus publicitaires importants. La publicité locale ne va pas dans les magazines.

Quant à l'annonce que l'on appelle de façon bâtarde "nationale" (le mot "national" ici signifiant "Toronto"), les agences en majorité anglo-saxonnes qui la distribuent acceptent volontiers de l'insérer dans un journal à distribution gratuite, mais exigent que les revues qui veulent obtenir une part de leur budget publicitaire possèdent un tirage certifié par l'Audit Bureau of Circulation. Sans entrer dans des détails par trop techniques, précisons que pour l'ABC il importe que les publications membres vendent à un certain prix chaque exemplaire. Or, un tirage bâti selon ces exigences suppose une mise de fonds considérable, mise de fonds que l'UGEQ n'a probablement pas.

Par ailleurs, un journal à large distribution pourrait beaucoup plus aisément obtenir un revenu publicitaire substantiel. De plus, son coût d'impression serait, toutes proportions gardées, relativement bas.

Sur le plan idéologique, il importe que l'on étudie de façon approfondie les rapports qui existent entre le journal étudiant national et l'UGEQ. Un journal "organe officiel de l'UGEQ" collerait peu au milieu. Dans cette optique, l'idée déjà avancée par des dirigeants de l'UGEQ de publier parallèlement au journal étudiant national un bulletin d'information officiel est excellente. De cette façon, le journal à fonder, tout en accordant aux activités de l'UGEQ toute l'attention qu'elles méritent, ne tomberait pas dans la propagande.

Maintenant que l'UGEQ a traversé la difficile période de sa gestation, elle semble de plus en plus témoigner d'un dynamisme qui laisse espérer que le milieu étudiant sera de plus en plus présent à la vie de la nation. Elle pourra dès septembre prochain lancer son journal étudiant national. Son succès me semble d'avance assuré.

Michel BOURDON.

Libération des consciences

Ne serions-nous révolutionnaires que l'espace d'un matin, pour déverser notre trop plein d'énergie dans une révolution comme d'autres la déversent dans un sport ? C'est ce que les capitalistes orthodoxes se disent, d'abord pour se donner contenance, ensuite parce que l'Histoire leur donne souvent raison. Souvent, mais pas toujours.

Lorsqu'en un endroit toutes les circonstances concourent à rendre une population consciente du fait qu'un système politico-économique lui tient lieu de carcan, ne sert qu'à moderniser et à subtiliser l'asservissement séculaire dans lequel leur nation a été tenue, alors tôt ou tard la révolution éclate.

Pas nécessaire de recommencer encore une fois l'énoncé des symptômes du colonialisme et de l'aliénation chez les Québécois. Essayons plutôt cette fois de comprendre ce qui dans l'esprit même des Québécois est un frein et même pour certains un obstacle insurmontable au processus de libération des consciences. Aussi négative que puisse paraître cette démarche elle n'en est pas moins positive en

ce qu'elle veut abattre certains obstacles qu'on se refuse souvent à reconnaître comme tels.

L'HABITUDE

Qu'on l'admette ou non, la force de l'habitude est un ancre solide. Les Québécois sont habitués depuis longtemps à se réveiller et à se coucher dans le capitalisme et la démocratie nord-américaine, et les sévices qu'ils en subissent sont atténués par la sensation de sécurité qu'ils tirent d'un système qui leur fournira leur salaire jeudi prochain; sans une motivation violente, on ne peut les tirer de cette sécurité attachante.

Qu'ils ne soient pas propriétaires des instruments de production et que leur gouvernement national ne soit pas un vrai gouvernement les "chicotte", mais de là à faire une révolution... Et c'est compréhensible lorsqu'on connaît la peur qu'ont les hommes de l'inconnu et de l'insécurité. Mais les motivations violentes qui pousseront les Québécois à rejeter la chaude couverture qui les enveloppe en les contraignant existent, et le nombre de Québécois qui l'ont fait

aujourd'hui justifie la poursuite de la lutte entreprise.

LE CONDITIONNEMENT

On ne côtoie pas des principes durant toute une vie sans les assimiler au point où on les respire comme on respire de l'oxygène. La propriété individuelle a conditionné les Québécois: la possession est devenue un moyen et une fin et la course à la possession personnelle est devenue un réflexe, une condition "sine qua non" de satisfaction. Dans un système qui donne le droit d'user et d'abuser de tout, le désir et la cupidité ayant leurs lettres de noblesse, on a accepté un "modus vivendi" où l'"avoir personnel" est le seul but et donc le seul maître.

Inconsciemment, le capitalisme entraîne ses tenants toujours plus loin; les possédants, ceux qui ont assuré leur domination sur des choses et des êtres, sont pris dans la logique implacable du système: pour assurer encore plus de possession, il faut anéantir les résistances. De là la difficulté de prêcher la solidarité à des hommes qui ont appris par expérience que le plus fort est

en même temps le plus possédant et partant, le plus considéré.

LA MYSTIFICATION

Les lois créées par les "possédants" rendent extrêmement difficile la saisie de l'odieux du système capitaliste. Les bourgeois se sont érigés en catégorie juridique inviolable. Ils défendent passionnément les droits de la propriété individuelle tout en n'ayant aucun regard pour les milliers et même les millions de non-possédants.

Ils se font les gardiens des vertus (respect du bien d'autrui, honnêteté, intégrité, charité) mais ces vertus telles qu'ils les comprennent ne servent qu'à sauvegarder leurs privilèges. Tous les Québécois sont mystifiés par ces vertus capitalistes, et ce n'est pas l'enseignement religieux tel qu'on le connaît qui les démystifiera. La religion elle-même est une merveilleuse institution capitaliste au Québec: Nous n'en voulons pour preuve que la concurrence effrénée entre les diverses communautés religieuses pour la possession du plus beau lieu de pèlerinage.

LE LESSIVAGE

Les tenants de la propriété privée en imposent aux Québécois; ils parlent avec véhémence et indignation des "anarchistes" et des "jeunes communistes"; ils usent d'idées nobles et de sentiments admirables dans la "DÉFENSE DES LIBERTES FONDAMENTALES". Il faut admirer l'habileté avec laquelle ils flattent les instincts, l'admirer cependant pour mieux voir quelle bonne conscience la rapacité peut se donner.

Notre tâche est de faire la lessive, d'exproprier les marchands et les bonzes du système des valeurs spirituelles dont ils se sont arrogé la présentation. La défense de la propriété privée est leur bastion et ils ont érigé cette infamie en croisade.

Comme personne n'est destiné à avoir l'exclusivité de la richesse, personne non plus ne doit avoir l'exclusivité du servage. Les richesses doivent revenir au groupe humain organisé pour en extraire la valeur. C'est cela que nous devons d'abord faire comprendre aux Québécois pour faire démarrer le processus de libération des consciences.

blocs- notes

Ottawa justifie l'agression

Ottawa justifie l'agression américaine au Vietnam!

Le gouvernement Pearson, mister Bomarc Inc., vient de confirmer son rôle de valet du Pentagone, de suppôt du capitalisme en Amérique du Nord. Les membres canadiens de la CIC en écrivant un rapport minoritaire appuyant les raids américains ont défini la position du gouvernement "canadien" qui est une position utilitariste, opportuniste et marchande en niant les accords de Genève et la cause de la Paix.

On ne peut affirmer être pour la paix et en même temps légitimer le débarquement de 2,500 "marines" à Danang. La fonction du gouvernement "canadien" est illogique et réactionnaire. Le slogan "qui veut la paix prépare la guerre" est une ineptie et ne profite qu'aux industriels d'engin de guerre, aux fauteurs de troubles, à ceux qui peuvent investir des capitaux dans un système de production inutile au progrès réel des nations, con-

traire aux relations normales entre les peuples.

Le gouvernement "canadien" avait pourtant démontré l'opportunité, l'efficacité d'une force de surveillance internationale pour la paix.

La justification de l'agression américaine au Vietnam est un retour en arrière, une attitude timorée et obéissante face aux impératifs économiques. En demeurant dans la sphère limitée des besoins économiques marginaux que le Canada pouvait obtenir, en suivant au doigt et à l'oeil les directives de Washington le gouvernement "canadien" a perdu une occasion de faire triompher les principes de la paix qu'il défendait quand M. Pearson était aux Nations-Unies. Raison de plus pour que l'Etat du Québec s'occupe activement de politique internationale.

Jan STAFFORD

La droite en marche

M. Thomas Sloan, correspondant du Montréal Star à Québec, notait récemment dans son journal que dorénavant au Québec il faudra compter sur une droite structurée et active. Notre droite s'est trouvée une voix et cette voix a nom: "Aujourd'hui Québec". Si le phénomène du regroupement de la droite se limitait à cette feuille bien présentée mais au contenu fantaisiste, il ne faudrait pas s'alarmer. Or, le phénomène est contagieux et ne doit pas être minimisé. Une rétrospective des événements des derniers mois nous éclaire à ce sujet. On n'a qu'à

penser au samedi de la matraque, au rapport Wagner qui s'ensuivit, aux directives du Soleil et l'Evènement, à l'intrusion de M. Lesage dans la grève de la RAQ, aux déclarations démagogiques de MM. Arsenault et Claude Bruchési sur le communisme, aux mises en garde d'Emilien Lafrance contre l'agnosticisme et l'avènement de l'Etat dans le domaine de l'Education, aux diverses atteintes à la liberté de presse, aux descentes de la PP chez les socialistes et séparatistes connus, aux persécutions de Wagner à l'endroit de Jacques Hébert...

Toutes ces manifestations sont

significatives: une contre-Révolution est amorcée. Les tenants de l'ordre établi, de l'ordre "d'avant" sont sortis de l'étonnement dans lequel les avaient plongés la soudaineté de la "révolution". Or, il est un fait connu des sociologues que pendant un certain temps les forces conservatrices se sentent désemparées devant le changement, mais que quelques années après à cause de l'ampleur même de ce changement, elles éprouvent le besoin de lutter pour un retour à l'ordre antérieur.

C'est dans cette nouvelle phase que le Québec est désormais engagé. Il faudra donc que la

gauche se trouve elle aussi une voix puissante qui saura faire contrepoids au renouveau de vigueur de la droite. Cette voix devra pour une large part compter avec les ouvriers et les syndicats. Là sont les racines d'une vraie gauche, d'une gauche active et surtout d'une gauche significative. A ceux qui désespéreraient d'une éventuelle politisation des ouvriers, à ceux qui ne croient pas au socialisme latent qui sommeille dans le monde ouvrier, nous leur suggérons de lire dans nos pages les compte-rendu de la semaine syndicale de l'UGEQ.

Gérald BERNIER

le Quartier Latin

journal bihebdomadaire des Etudiants de l'Université de Montréal

Publié par l'A.G.E.U.M., le QUARTIER LATIN est membre de la Presse Etudiante Nationale

Directeur intérimaire: Jacques Elliott — Rédacteur en chef: Roch Denis; rédacteur en chef adjoint: Gérald Bernier — Chef des nouvelles: Chantal Gagnon; assistant chef des nouvelles: Christiane Richard — Directeur artistique: Jules Arbec; rédacteur en chef: Roch Poisson; secrétaire: Sylvie Roche — Secrétaire de la rédaction: Jan Stafford.

Service des nouvelles: Chantal Gagnon, Christiane Richard, Pierre-Louis Guertin, Marthe Therrien, Raymond Roy, Mance Vigeant, Louis Falardeau, Michèle Dubreuil, Denis Lamy, Yves Dumais.

Editorialistes: Claude Girard, Gaëtan Tremblay, Roger Soublière, Jacques Trudel, Denise Bombardier-Lamontagne, Jacques Desmarais, Michel Bourdon, Pierre-Louis Guertin.

CHARGES DE CHRONIQUES — Affaires internationales: Claude Bachand — Affaires nationales: Claude Blouin — Nouvelles étudiantes internationales: Daniel Latouche — Politique: François Le Duc.

Chef de la photographie: Serge Proulx — Maquettistes: Michel Bourdon, Jacques Elliott.

PUBLICITE: Georges Lefebvre, 739-4777 — Abonnement pour l'année universitaire: \$3.00 — REDACTION: 2222, av. Maplewood, Mtl-26; tél. 733-2128; Centre Social: chambre 707.

Imprimé à 8430, Casgrain, Montréal — Michel Provost, imprimeur

109

Le ministère des Postes à Ottawa a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Les opinions émises dans ce journal ne sont pas nécessairement celles de l'A.G.E.U.M.

COMMENT OBTENIR DES BOURSES?

Une chronique régulière

(C. G.) — A compter d'aujourd'hui, QUARTIER LATIN publiera une rubrique régulière sur les possibilités de bourses offertes aux étudiants et sur les conditions d'admissibilité qui prévalent à leur octroi. Les intéressés devront porter une attention toute particulière aux dates limites d'inscription stipulées sur chacune des offres.

Bourses d'études du gouvernement de Belgique

Bourses du ministère de l'Education

Le ministère de l'Education nationale et de la Culture de Belgique alloue, dans les conditions énoncées ci-après, des bourses à des ressortissants étrangers, porteurs d'un diplôme universitaire, désireux d'entreprendre en Belgique des études de spécialisation ou d'y accomplir des recherches.

A) DOMAINES D'ETUDES POST-UNIVERSITAIRES OU DE RECHERCHES

- Sciences physiques et mathématiques, chimiques, biologiques, zoologiques, botaniques, géologiques;
- sciences de l'ingénieur;
- médecine, médecine vétérinaire, pharmacie;
- agronomie;
- sciences économiques;
- sciences pédagogiques.

Ces études et recherches peuvent être accomplies aux Universités de Bruxelles, Gand, Liège et Louvain; aux Instituts agronomiques de Gand, Gembloux et de Héverlé; à la Faculté polytechnique de Mons ainsi que dans divers centres et laboratoires spécialisés.

B) DUREE

La durée d'une bourse est en général de douze mois. Elle peut

toutefois être prolongée, si l'exécution du programme d'études ou de recherches l'exige, sans pouvoir dépasser 36 mois.

C) AVANTAGES FINANCIERS

Les bourses comportent le paiement chaque mois d'une allocation de séjour de 5,000 F.B. Les frais d'achat de livres et les frais médicaux et pharmaceutiques sont remboursés à concurrence d'un montant annuel de 2,000 F.B. Des titres de transport gratuits peuvent être délivrés pour les voyages que les boursiers doivent accomplir en chemin de fer en Belgique pour l'exécution de leur programme.

Le gouvernement belge prend également en charge les frais de voyage de retour des boursiers, de Belgique à leur pays d'origine.

D) CONDITIONS D'OCTROI

1) Les candidats doivent produire des titres académiques jugés admissibles par l'Institution belge qu'ils désirent fréquenter;

2) Avoir des connaissances pratiques du français ou du néerlandais, s'ils désirent accomplir des études de spécialisation;

Avoir la connaissance de l'une de ces langues ou de l'anglais dans les autres cas;

3) Etre en bonne santé.

E) RENSEIGNEMENTS

Il faut remplir les formulaires en duplicata et les envoyer à l'adresse ci-dessus au plus tard le 15 avril.

La directrice du service des bourses,
Fondation des universités canadiennes,
75, rue Albert,
OTTAWA, Ontario.

En 1959, le gouvernement québécois votait une loi instituant des bourses de perfectionnement destinées aux étudiants possesseurs d'une maîtrise, B. Sc. A., Bacc ès-arts ou de tout autre diplôme équivalent obtenu dans une école d'enseignement spécialisé. Ces bourses, accordées pour une année à la fois et renouvelables pour deux années consécutives sont d'une valeur maximum de \$2,000.00. Toutes les bourses dites de perfectionnement du ministère de l'Education sont limitées au niveau pré-doctoral.

En 1961, la législature votait une loi pour la formation universitaire du personnel enseignant des écoles secondaires, des écoles Normales et des collèges classiques; ainsi que les recherches relatives à l'enseignement. Cette loi établissait trois catégories de bourses.

CATEGORIE "A":

Bourses destinées aux candidats sans aucune expérience ou ayant moins de trois années d'expérience à temps complet dans l'enseignement. Ces bourses, accordées pour une année, sont renouvelables pour une période additionnelle de trois années d'études à temps complet en vue de l'obtention d'un grade universitaire au-delà du Bacc ès-arts et d'au moins deux années après le Baccalauréat en pédagogie ou un diplôme équivalent. La valeur maximum de ces bourses est de \$1,200.00 sans considération de l'état civil du candidat.

CATEGORIE "B":

Bourses destinées aux candidats ayant trois années ou plus d'expérience à temps complet

dans l'enseignement. Ces bourses sont renouvelables pour une deuxième année et, à titre exceptionnel, pour une troisième année. La valeur de ces bourses est de \$2,500.00 pour les célibataires et de \$3,500.00 plus \$150.00 par enfant pour les candidats mariés.

CATEGORIE "C":

Bourses destinées aux candidats qui désirent entreprendre des recherches relatives à l'enseignement (niveau du Doctorat). Les conditions de renouvellement sont les mêmes que pour la catégorie "B". La valeur maximum pour personnes célibataires est de \$3,000.00 et de \$4,000.00 plus \$150.00 par enfant pour les candidats mariés.

Tout candidat intéressé à l'une des catégories de bourses ci-haut mentionnées doit présenter sa demande accompagnée de tous les documents requis avant le 15 janvier 1966 afin d'être éligible à l'une ou l'autre de ces bourses pour l'année académique 1966-67.

D'autres ministères du gouvernement accordent aussi des bourses de perfectionnement dans certains secteurs spécialisés. Ce sont, notamment, le ministère des Richesses naturelles, le ministère de la Santé, le ministère de l'Agriculture, ainsi que le ministère des Terres et Forêts. De plus, le Conseil des Arts du Canada, le Conseil National de Recherches et le ministère fédéral de la Santé nationale et du Bien-être social accordent également un certain nombre de bourses de perfectionnement. Les candidats intéressés doivent communiquer directement avec ces divers organismes pour plus de renseignements.

On obtient un formulaire de demande de bourses auprès du ministère de l'Education du Québec en s'adressant comme suit:

Service de l'aide aux étudiants,
Ministère de l'Education,
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

A VOTRE SERVICE

BANQUE

CANADIENNE

NATIONALE

Le Petit Bal du Samedi

Vous invite à une soirée Parisienne

- ORCHESTRE DE JEAN DIMARIO
- INVITE: GUY HUART
- PRIX DE PRESENCE

au Grand Salon du Centre Social

SAMEDI, 13 MARS, 8.30 P.M.

Vous rencontrez les gens les plus gentils sur une

HONDA



"LA MOTO LA PLUS RAPIDE VENDUE AU MONDE"

ECONOMIE: plus de 225 milles par gallon — Style et couleurs formidables — 3 et 4 vitesses de transmission
Gratuit premières leçons — Termes faciles

MODELES à partir de \$310

Ecrivez pour nom de votre concessionnaire OU VOIR

Bentley's Cycles & Sports Ltd.
2081 Bleury — 255 Beaubien Ouest, — Montréal



de l'action à l'ageum

PLUS DE BOURSES POUR LES ETUDIANTS

BUT : supprimer le plafonnement des bourses accordées par le gouvernement à chaque étudiant.

- Faire déduire des revenus des étudiants les frais de vêtement et de transport, ainsi que les dépenses personnelles afin d'augmenter les bourses d'autant.
- Déterminer par une enquête les nouvelles données de la situation financière des étudiants; l'enquête sociologique de 1961 nous a permis d'obtenir les bourses que nous avons actuellement. Mais la situation a changé depuis, à cause particulièrement de l'accession à l'université de nombreux étudiants défavorisés financièrement. Une nouvelle enquête nous permettra d'obtenir des faits, des chiffres précis et des statistiques qui nous aideront dans nos revendications auprès du gouvernement, déjà bien disposé à notre égard. C'est au moins 35 millions qu'il nous faudra obtenir, comparativement au \$18 millions actuels.
- Tous les étudiants du Québec doivent faire front commun dans cette campagne pour revendiquer leurs droits, et même s'il le faut descendre dans la rue.
- Dès l'été, nous entreprendrons une vaste campagne auprès des corps intermédiaires, en particulier les syndicats ouvriers et agricoles, pour qu'ils nous appuient dans ces revendications qui doivent profiter à l'ensemble de la population.
- Cette augmentation des bourses aura pour but de permettre aux étudiants à revenus limités qui sont déjà à l'Université, à quelque niveau que ce soit, de continuer leurs études sans difficultés et de faciliter l'accès à l'Université de tous ceux qui songent à y entrer prochainement, sans considération de leur statut social ou financier.

CREATION D'UNE COMMISSION D'URBANISME

BUT : aménager un véritable quartier étudiant dans le voisinage immédiat du campus.

- Une Commission d'Urbanisme fera pression sur les autorités municipales et universitaires, après une étude sérieuse de la question effectuée avec l'aide d'étudiants de l'École d'Architecture et de l'Institut d'Urbanisme.
- Elle verra, en particulier, à éliminer les obstacles — règlements ou autres — qui s'opposent à une telle réalisation.
- Elle assurera la participation des étudiants aux décisions concernant l'aménagement du campus et du quartier étudiant.

- L'aménagement de ce quartier étudiant est largement justifié non seulement par la population universitaire mais aussi par la présence d'une importante population étudiante dans le voisinage: Collèges Brébeuf, Jésus-Marie, Notre-Dame, Marie de France, etc. . . .

- Enfin, les étudiants pourront VIVRE et non plus seulement passer dans le cadre universitaire.

PARTICIPATION A LA REDACTION DE LA CHARTE DE L'UNIVERSITE

BUT : veiller à ce que la nouvelle Charte reflète bien la définition de la véritable Université: une communauté de professeurs et d'étudiants.

- Les délégués de l'AGEUM à la Commission de la Charte auront la mission de voir à ce que l'étudiant universitaire soit considéré non seulement comme la partie réceptive de l'Institution universitaire mais aussi comme partie étant directement intéressée à la gestion de l'Université et à son orientation.

NOUVEAUX SERVICES OFFERTS AUX MEMBRES

BUT : revaloriser la carte de l'AGEUM.

- Encore la coopérative... Depuis deux ans, ça traîne. Nous allons la mettre en marche, et elle fonctionnera dès septembre.
- Création d'un service du livre afin de fournir aux étudiants les volumes académiques dès septembre et au meilleur prix possible; par cette mesure, certaines associations de faculté pour lesquelles le service du livre constitue actuellement un problème seront allégées de cette tâche.
- Mise sur pied d'une organisation permettant aux comités de régie qui le désireront de faire la polycopie des notes de cours.
- Création d'une agence permanente de vente de billets à prix réduits pour de nombreux spectacles et organisation de représentations réservées aux membres de l'AGEUM. Cette agence sera logée dans les locaux de la Coopérative.
- Centre permanent de documentation touristique pour informer les étudiants des possibilités de voyager à des prix réduits.
- Service de consultation financière pour fins d'assurance, d'emprunt, etc.
- Création d'un service de garderie d'enfant pour étudiants mariés qui, en plus d'aider ceux-ci, sera une source de revenus pour plusieurs étudiantes.

CENTRE DE RECHERCHES SOCIOLOGIQUES

BUT : coordonner la recherche sur le milieu étudiant.

- Des experts étudieront les données actuelles et conduiront de nouvelles recherches qui permettront de mieux connaître les conditions de vie des étudiants.
- Les résultats de ces recherches seront un puissant outil de revendication auprès du Gouvernement et de l'Université.

INTEGRATION DES FACULTES ET ECOLES HORS-CAMPUS

BUT : faire profiter davantage les étudiants des facultés et écoles hors-campus de leur appartenance à l'AGEUM.

- Intensification des liens et moyens de rencontre déjà existants, notamment meilleure information sur les diverses activités agéumiques.
- L'AGEUM prendra des moyens spéciaux d'organisation pour rendre plus accessibles ses divers services aux étudiants des facultés et écoles hors-campus.
- La collaboration de ces étudiants sera requise pour des commissions et services, dans le domaine de leur compétence: Exemples: services financiers—H.E.C.; commission d'urbanisme et publicité—architecture, etc.

ACTIVITES CULTURELLES

- Aménagement de la boîte à chansons dans le quartier étudiant; pour la rendre accessible à bon compte à tous les étudiants;
- Appui de l'AGEUM à un Centre culturel sur le campus;
- Jazz-midi et autres activités culturelles à l'heure du dîner.

INTENSIFICATION DES ACTIVITES SOCIALES

BUT : il faut multiplier les manifestations sociales groupant les étudiants de toutes les facultés et écoles pour faire revivre le sain esprit carabin.

- Semaine des nouveaux, clôturée par une Danse des Cassés (gratuite).
- Activités interfacultés. Exemple: rallyes d'autos, compétitions... etc.
- UN VÉRITABLE CARNAVAL, avec de nombreuses activités peu coûteuses;
- Danse du mardi gras;
- Amélioration des activités déjà existantes (Ciné-campus, danses libres, cours de danses... etc.)
- Service de renseignements téléphoniques sur les activités agéumiques.

PROMOTION DES SORTS SUR LE CAMPUS

BUT : permettre à un plus grand nombre d'étudiants d'exercer un plus grand nombre de sports.

- Il faut permettre aux étudiants de pratiquer des sports non seulement

dans le but de participer à des compétitions;

- Accélérer la construction d'un gymnase, d'une piscine et d'un centre de piste et pelouse;
- Veiller à ce que le stade actuellement en construction soit utilisé le plus efficacement possible.

DIVERS

1 — Négociations avec la Commission de Transport de Montréal et la Compagnie de Transport Provincial pour obtenir des diminutions de tarifs en faveur des étudiants.

2 — Agrandissement et assainissement des locaux des distributrices en H-5.

3 — Installation de téléphones supplémentaires en U-1.

4 — Mise en place d'un poste de taxi à un endroit accessible du campus.

5 — Politique de surveillance des oublis dans le bottin, QUI PARAITRA PLUS TOT QU'AURAPAVANT.

6 — Une émission de radio pour informer la population sur les étudiants.

PRINCIPES D'ACTION

- 1) Intensification de la politique de justice sociale et de promotion des classes défavorisées, par l'action sociale étudiante.
- 2) Politique syndicale étudiante, démocratique progressive et efficace basée sur la solidarité des 10,000 étudiants et sur un programme de services accessibles et concrets.
- 3) Développement et utilisation rationnelle de l'investissement social et des ressources humaines en éducation à tous les niveaux. Démocratisation des structures et accessibilité générale.
- 4) Meilleure intégration des étudiants à la société québécoise pour une participation plus réelle, à l'essor du Québec, avec toutes les forces progressistes de la nation. Ouverture sur le monde et multiplication des échanges internationaux.
- 5) Politique d'inter-relations et de coopération active, d'une part entre les divers groupements universitaires, d'autre part entre les groupements de jeunes, travailleurs ou étudiants, en particulier par l'UGEQ.

Serge MENARD.

ménard à la présidence

(Organisation Serge Ménard)

I tribune libre

Mise au point de l'Université

Monsieur le Directeur,

Sous le titre "Deux fois plus efficace", le QUARTIER LATIN du 23 février 1965 publiait, dans la section "blocs-notes" et sous les initiales M.B., des chiffres inexacts et tirait des conclusions basées sur ces chiffres.

L'éditorialiste affirmait que :

"Du temps que le frère de Mgr Lussier possédait les machines distributrices, il payait à l'Université en guise de location 12% de son chiffre d'affaires total. La dernière année qu'il a rendu ce service aux étudiants, cela a totalité (sic) \$9,000."

Il aurait été facile à l'éditorialiste de vérifier auprès de l'Université l'exactitude des chiffres qu'il citait. S'il l'avait fait, il aurait pu éviter à la fois une erreur grossière et les conclusions qu'il en a tirées.

Pour la dernière année pour laquelle M. Lussier détenait ce contrat, soit du 1er février

1963 au 31 janvier 1964, l'Université a touché la somme de \$19,639.19 (et non pas \$9,000).

M. André BACHAND, adjoint au recteur et directeur des relations extérieures.

N.D.L.R. :

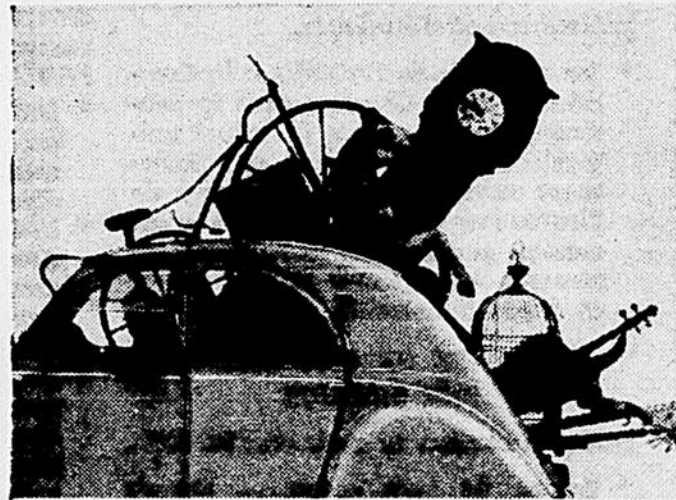
Le renseignement à partir duquel nous avons publié un bloc-note nous a été fourni par un membre de l'exécutif de l'AGEUM. Nous n'avions aucune raison de croire qu'il était inexact. Or, il appert qu'à cause d'un malentendu, cette personne a obtenu des détails quant au montant versé par le frère du recteur pour la dernière année académique, soit de juin à janvier 1964. Pour cette période, on a estimé que le frère du recteur a versé environ \$9,000. Cependant, cela ne représente que la moitié de l'année financière, au cours de laquelle un montant de \$19,639.19 a effectivement été versé par le concessionnaire des machines distributrices à l'administration de l'Université. Comme on ne nous avait pas communiqué cette précision, nous n'avons pu, de bonne foi, en tenir compte. Quant à l'affirmation de M. Bachand à l'effet que l'auteur du bloc-note "aurait pu éviter à la fois une erreur grossière et les conclusions qu'il en a tirées", nous la trouvons très discutable. Nous affirmons de nouveau que sous l'AGEUM l'opération des machines distributrices est beaucoup plus efficace qu'avant.

D'ACCORD, ELLE EST LAIDE,

Mais...



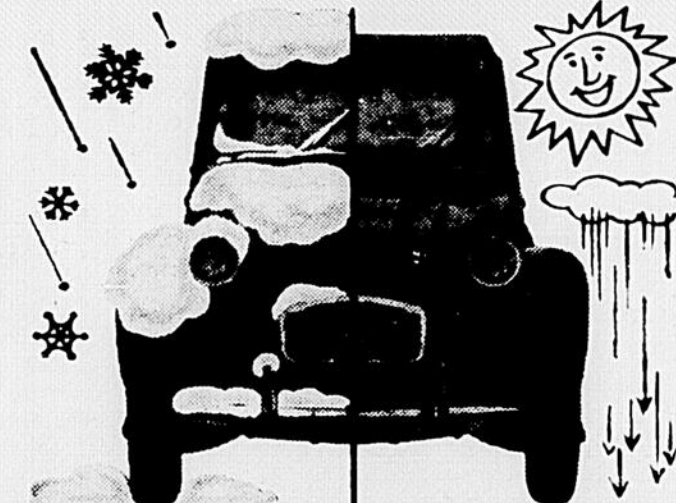
avec elle, c'est la liberté... elle vous offre la clé des champs !



elle porte, elle emporte, elle transporte n'importe quoi, n'importe où !



toute simple et très "nature" c'est la voiture de l'aventure !



robuste, elle peut coucher dehors toute l'année !

parce qu'elle ne vous coûte rien, rien à l'entretien, rien en assurance, rien en consommation (60 milles au gallon);
parce qu'elle n'a pas besoin de route, qu'elle passe partout, sur les mauvais chemins, sur la neige, la glace, le sable;
parce qu'elle est si logeable, qu'on y est si bien assis, qu'elle est décapotable, qu'elle est *si bien chauffée*;
parce qu'elle est à votre service,
parce que ce n'est pas vous qui êtes au sien!

CITROËN

CANADA LIMITÉE

MONTRÉAL
CITROËN CANADA LIMITÉE
4010 ouest, Ste-Catherine
4584, rue Papineau
Tél. : 937-7411
Tél. : 527-9863

CHICOUTIMI-JONQUIÈRE
SELECT AUTOMOBILES
891 boul. du Centenaire
Jonquièrre
Tél. : 847-1111

QUÉBEC
CITROËN CANADA LIMITÉE
9782 boul. Hamel, Route 2
Ville Dubergé
Tél. : 861-7399

TORONTO
CITROËN CANADA LIMITED
625 Yonge Street
Tél. : 922-6189

1,000,000 de connaisseurs l'ont choisie pour son confort — sa maniabilité — son économie — sa sécurité — sa robustesse — Venez essayer la 2 CV... Ensuite, vous direz sans doute: "Après tout, elle n'est pas si laide que ça!!!"

Nous vous souhaitons la réussite et une 2 CV pour la graduation! \$1,450.00 "tout compris".

GARANTIE TOTALE
de 2 ANS ou 24,000 MILLES sur
les PIÈCES et la MAIN-D'OEUVRE

Concessionnaires et points de service à : Amos - Belleville - Chicoutimi - Jonquièrre - Drummondville - Edmonton - Granby - Halifax - Hamilton - Kingston - Kitchener - Lévis - Matane - Montréal - New Liskeard - Ottawa-Hull - Peterborough - Québec - St. Jean d'Iberville - Scarborough - Sherbrooke - Sydney - Toronto - Trois-Rivières - Val d'Or - Val St-Michel - Vancouver - Woodhill (Malton).

ASSURANCE AUTOMOBILE

Nous représentons 21 compagnies

TAUX DE FLOTTE POUR ETUDIANTS UNIVERSITAIRES ET PROFESSEURS

L.-M. DESILETS
ASSURANCES
Montréal : 861-5395
Québec : 872-7186
St-Hilaire : 467-5636

TEL. : 849-3130

Da Pasquali

La seule véritable PIZZA NAPOLITAINE

SPAGHETTI - LASAGNA
FETUCINE - GNOCCHI
RAVIOLI - RIGATONI
SUB-MARINE SANDWICH

Café expresso
1414, STANLEY

LIVRAISON GRATUITE

TEL. 735-3623

chez vito

PIZZERIA

La seule véritable PIZZA NAPOLITAINE
SPAGHETTI, LASAGNA, FETUCINE
GNOCCHI, RAVIOLI, RIGATONI

5412, COTE-DES-NEIGES
CAFÉ EXPRESSO

Réfléchir et construire

programme électoral de Michel Pelletier,
candidat à la présidence de l'AGEUM

L'AGEUM aux Etudiants

Réintéresser les membres à leur syndicat. Le syndicalisme étudiant est une oeuvre collective.

Aller chercher le potentiel dynamique (la démocratie étudiante).

A) Services

Caisse Populaire

— Que la majeure partie des fonds de l'AGEUM soient déposés dans la Caisse de votre syndicat.

— Encourager les professeurs, les étudiants et les employés de l'U. de M. à y déposer leur argent.

— Publicité et donner l'endroit précis.

Bureau de Coordination

— Il y a nettement un manque de coordination entre l'A.G. et les facultés au niveau des principales organisations. Si la Coordination des activités de l'A.G. et des facultés était assurée, il en résulterait une plus grande efficacité, une économie de temps et surtout créerait un climat d'une réelle coopération et d'une plus grande satisfaction.

Le bureau de Coordination permettra de rendre plus efficace l'utilisation de ses services par les diverses facultés ainsi que l'utilisation par celles-ci des divers média de publicité.

L'information

— A tous les mois, faire le bilan de nos activités.

— Meilleure information à nos membres.

— Que toute la publicité nécessaire soit donnée aux diverses activités des bureaux de l'A.G.E.U.M. et des Comités de Régie de faculté dans notre journal, le Quartier Latin.

Machines distributrices

— Développement du service.

— Organisation de la distribution des profits: répartition entre le fond de bourses et la recherche scientifique.

— Solutionner la question des ristournes avec l'Université.

La Coopérative

— Attitude très ferme face au Conseil d'administration de l'Université. Il y a eu un référendum le 19 mars 1964, entre autre sur l'attribution d'un local adéquat pour la Coopérative ... échec, ... négociation, négociation, vote de blâme pour la lenteur administrative ... les étudiants sont très impatients. Nous sommes fermement décidés d'ouvrir la Coopérative cette année.

Le Quartier Latin

— Il devra s'orienter davantage vers l'information.

— "Respecter la politique électorale".

Le Bottin

— Qu'il soit publié plus tôt.

— Voir à ce que tous les membres y soient inscrits.

— Meilleur système de distribution.

Le Carnet d'escompte

Un Comité sera formé pour le mettre sur pied pour fin d'octobre.

Création d'un Bureau de Promotion et de Publicité

Son rôle est d'aider les facultés et les associations particulières à financer leurs diverses activités grâce à une Coordination des sources de promotion.

Création d'un Service de Polycopie

Son but est de fournir aux diverses facultés et aux membres de l'AGEUM, les facilités requises pour l'impression de notes de cours, de communiqués, etc.

Centre Culturel: Ce projet élaboré par la commission chargée d'enquêter sur les possibilités de mise sur pied d'un centre culturel universitaire sera considéré très favorablement.

B) Relations avec les Facultés

— Représentation de l'exécutif aux assemblées des Comités de Régie.

— Contacts plus fréquents avec les présidents de faculté.

— Par la revalorisation du bureau de Coordination, faire profiter les facultés des services de l'AGEUM.

— Bureau de Presse

— Relex

— Bureau de Co-gestion

— Bureau de Publicité et de Promotion

— Intégration des facultés

Hors Campus: le déplacement des activités de l'AGEUM hors du Campus.

C) Relations avec les membres

Création d'un bureau des griefs

— Le bureau sera une application concrète du syndicalisme permettant aux étudiants de toutes les facultés de pouvoir référer rapidement leurs plaintes ou toute injustice commise à leur égard par un organisme de l'AGEUM.

D) Structure administrative

— Création d'une Commission Politique.

— Son rôle principal est d'assurer une continuité dans les engagements de votre association.

— Revalorisation du Comité Consultatif du Président.

Co-Gestion

— Participation sur la Commission de la Charte de l'Université.

— Faire reconnaître la définition de l'Université comme étant une communauté professeurs-étudiants.

— Continuer notre participation à l'administration de l'Université par les Comités Conjointes.

— Pressions auprès de l'administration à propos du scandale que constitue la bibliothèque de l'Université de Montréal.

Gratuité scolaire

— L'AGEUM, syndicat étudiant, se doit de revendiquer en ce domaine que l'éducation soit prioritaire dans les investissements de l'Etat.

— Poursuivre la politique d'implantation de la gratuité scolaire.

— Pressions et démarches près du gouvernement afin d'obtenir que dans le système des bourses l'on tienne compte également des frais de transport, de nourriture, etc.

Mesures à court terme :

— Participation au Comité Consultatif des bourses.

— Revendication d'un plus gros budget pour les bourses.

— Participation active à la Campagne du Prêt d'Honneur.

Relations extérieures

— Sous l'initiative du vice-président aux relations publiques, le Conseil de Direction de l'AGEUM en la personne du président, représente les étudiants de l'Université de Montréal.

— Etre représentés partout où les étudiants de l'Université de Montréal devraient l'être.

— Intensification des relations avec les autres corps intermédiaires et les milieux syndicaux, afin que nous soyons prêts à faire front commun.

— L'UGEQ: Collaboration très étroite à l'action de celle-ci.

Relations avec les organisations ou associations du campus

— Plus grande collaboration avec les étudiants étrangers et l'association qui les représentent: Cosmopolis.

— Plus grande collaboration avec les étudiants étrangers et l'association qui les représentent: Cosmopolis.

Au service de la Nation

— Devoir collectif en tant que citoyens.

— Il est évident que les représentants de l'AGEUM doivent



Je me présente devant vous, membres de l'A.G.E.U.M. afin d'obtenir le mandat de la présidence 1965-66. Pour cela, je crois qu'il est nécessaire que je vous définisse ma conception de la présidence de l'A.G.E.U.M. ainsi que ma politique d'action.

Le président doit avoir une mentalité pratique et être capable de s'attacher à une tâche concrète. Il doit avoir un jugement sûr et rapide, afin de faire face à toutes les éventualités possibles, à toute cette part de travail au "jour le jour". Il doit nécessairement manifester du dynamisme et doit être capable de motiver ses collaborateurs, car une telle association telle que l'A.G.E.U.M. vaut son président.

Nous devons rencontrer chez lui une grande ouverture d'esprit. C'est là, à mon sens, une condition indispensable. Le président devra avoir une mentalité ouverte, un esprit novateur et clair. Il est d'ailleurs une chose contre laquelle il faut se prévenir; il ne faudrait pas croire que le président doit nécessairement avoir été "moulé" dans les cadres de l'A.G.E.U.M., car il y aurait là un danger; un danger qu'il se forme à la tête de l'Association, comme cela se fait pour les partis politiques, une "intelligencia" une séparation de la tête et du corps. Il faut donc que celui qui accède à la présidence aie une pensée nouvelle afin d'injecter l'association de sang nouveau. Mais il est évident que celui-ci doit avoir déjà clairement fait connaître son opinion sur les problèmes de base du niveau étudiant et doit avoir participé de très près à l'évolution du syndicalisme étudiant.

Il doit posséder également une grande capacité de travail, vu les nombreux problèmes administratifs et organisationnels auxquels il doit faire face. Il doit avoir un sens pratique très développé, car une masse étudiante ne se nourrit pas seulement d'idéologie, quoique celle-ci soit nécessaire.

Celui-ci doit être un homme engagé, i.e. qu'il doit être nationalement et socialement cultivé. Il doit toujours, dans la mesure du possible devancer les autres dans la pensée syndicale étudiante. Son action doit être très positive et se traduire par des faits concrets.

Michel PELLETIER

être nationalement et socialement cultivés.

— Désir de justice et de liberté devant être accordés à tous les individus de la société québécoise.

— Ce sont les groupes de pression qui devront exiger du gouvernement qu'il accélère le changement, et parmi ceux-ci, principalement les associations étudiantes.

— Priorité au relèvement et à

la promotion des Québécois et épanouissement de notre société grâce à une politique de plein emploi, instaurant de nouveaux programmes de sécurité sociale, développement de notre industrie (Sidérurgie), accessibilité générale à l'enseignement à tous les niveaux.

— Nous devons nous placer au service des étudiants et de la Nation.

Un syndicat au service des étudiants et au service de la nation

(Organisation Michel Pelletier.)

En battant le Western 5 à 4

Les Carabins gagnent le championnat universitaire

C'est à Toronto même que nos Carabins ont remporté le championnat de l'Association Athlétique de l'Ontario et du Québec, en battant successivement l'Université Western vendredi, le 5 mars et, le lendemain, les Golden Gaels de l'Université Queen's.

Les Carabins l'ont en effet remporté 5-4 contre le Western lorsque Jean-Louis Mongrain a

fait pencher la balance en leur faveur en effilant les 4ème et 5ème buts de son équipe. Nos autres compteurs ont été : Gilles Lefort, Jacques Ruelland et Jacques Carpentier.

Le lendemain, 6 mars, les Carabins étaient opposés aux Golden Gaels de Kingston qui avaient causé une forte surprise en éliminant la veille les Blues de Toronto. Ils l'ont em-

porté 4-3; Gilles Lefort a enregistré le point gagnant, son 2ème de la partie, à 19:59 de la 2ème période. Les autres compteurs pour notre équipe ont été Ghislain Delage et André-A. Boucher, le capitaine.

C'était la 5ème fois seulement que les Carabins décrochaient le championnat de l'O.Q.A.A. et la première fois depuis 52-53.

DISCRIMINATION AU JEWISH GENERAL HOSPITAL

Aujourd'hui, une infirmière en service privé qui se déclare de langue française au Jewish General Hospital reçoit \$18 par jour, alors que l'infirmière de langue anglaise reçoit \$20.

Le Jewish General Hospital tire-t-il avantage de la situation de conflit qui existe présentement au Registre Ville-Marie pour payer \$2 de moins par jour aux infirmières de langue française? Les autorités de l'hôpital tentent-elles de justifier par cet état de

conflit ce qui m'apparaît comme étant une politique de discrimination raciale?

Certains hôpitaux de langue anglaise, notamment le Royal Victoria et l'Hôpital de la Reine Marie, soumis aux mêmes règlements, font preuve de plus de discernement et pour un travail égal paient un salaire égal. Il n'y a que le Jewish General Hospital qui pour un travail paie un salaire moindre aux infirmières de langue française. L'illogisme s'accroît si l'on pense que les

infirmières de langue française sont bilingues, donc supérieures à leurs consœurs unilingues de langue anglaise.

Vous êtes chez vous au Québec. Vous êtes chez vous dans la deuxième ville française du monde. Voilà que des autorités d'une langue étrangère, d'une culture étrangère, tirent avantage d'une situation de fait pour vous défavoriser économiquement. C'est écoeurant!

Paul LAURENT.

• Tribune libre

Socialisme et indépendantisme

Messieurs,

Dans vos "notes de la rédaction" (M.B. - 2 mars 1965) vous dites: "au Québec le socialisme ne sera viable que dans une optique indépendantiste". C'est peut-être vrai. Je ne le sais pas. Ce que je crois savoir c'est qu'un parti socialiste ne prendra même pas le départ s'il ne peut pas se rallier l'appui des syndicalistes. Or, ceux-ci (ils ont peut-être tort, mais c'est ainsi), s'ils sont prêts pour le socialisme, ne le sont pas (du moins pas encore) pour l'indépendantisme. Une raison c'est peut-être qu'un grand nombre de personnes (et pas seulement dans le monde ouvrier) peuvent difficilement faire la différence entre l'indépendantisme et le séparatisme. Une autre raison c'est que les

travailleurs partent de problèmes concrets et aboutissent à des solutions qu'ils proposent. Jusqu'à présent, l'indépendantisme (ou séparatisme) leur est apparu comme un "moyen" plutôt discutable, une "théorie", mais non comme une solution à certains problèmes concrets et immédiats. Le socialisme? Oui! Ils le réclament à pleines pages de cahiers de résolutions à tous les congrès... même s'ils ne le nomment pas par son nom.

...Je ne dis pas que les travailleurs ne viendront pas à l'indépendantisme lorsqu'il s'imposera comme solution à des problèmes. Mais jusqu'à présent il ne s'est pas imposé à eux comme tel. En fait, il les inquiète un peu, peut-être du fait de la personnalité de certains (plusieurs)

de ses tenants. "Vous avez le fardeau de la preuve, messieurs les séparatistes", disait Roger Provost au dernier congrès qu'il a présidé. Je crois qu'il exprimait la pensée des travailleurs.

...Je crois que les indépendantistes-socialistes (ou socialistes-indépendantistes) devraient oeuvrer avec les travailleurs et avoir la patience de les attendre. S'ils sont si sûrs que ça que tout cela va déboucher sur l'indépendantisme, une dizaine d'années de plus ou de moins, ou même un quart de siècle, ne peut pas faire tellement de différence dans la vie d'un peuple!

Socialistement vôtre,

Emile BOUDREAU,
syndicaliste et...
secrétaire du P.S.Q.

Les mémoires d'un jeune professeur

..... Montréal, 23 novembre 64

M. Donbour,
Lac St-Jean.

Merde!

Je croyais avoir rêvé... Pourtant... Tu sais, avec ces symptômes de schizophrénie... Mais non, tout le confirme, la deuxième tranche du Rapport Parent a bel et bien été rendue publique vendredi dernier. Samedi, nous pouvions lire les manchettes dans tous les journaux. Ecoute bien et ne me traite pas de menteur.

Nous sommes lundi matin, je suis dans la salle des professeurs. Il est 9 heures. Une dizaine de professeurs discutent de conneries: partie de hockey, température, conquêtes amoureuses, etc. Aucun n'a encore glissé un mot sur cet événement marquant du Canada français: la parution du Rapport Parent. Je demeure perplexe: depuis 8 h. 30, ils auraient pu trouver au moins une petite allusion à faire passer entre les branches d'une conversation farfelue... Non... rien. Je sens la rage me monter au coeur... je me décide:

— "J'ai mon voyage... Je suis dans une salle de professeurs et je n'ai pas encore entendu un mot sur la publication de la première partie de la deuxième tranche du Rapport Parent?"

— Un professeur: "Quand est-elle sortie?"

— "Vendredi monsieur et le "DEVOIR" y consacrait près de

trois pages samedi!"

— "Ah! Je n'étais pas au courant... J'avais entendu dire que c'était pour arriver bientôt..."

— Un autre professeur: "Eh... Euh... Je n'ai pas lu les journaux en fin de semaine..."

— Un autre professeur sortant le seul journal qu'il possédait soit le "Montréal-Matin": "Ils n'ont pas l'air à en parler beaucoup ce matin..."

Tous les autres professeurs demeurent silencieux!

Certains d'entre eux ne se sont même pas préoccupés de cette conversation qui se déroulait à très haute voix et même parmi les rares qui étaient près de moi, pas un ne m'a questionné sur le rapport, pas un n'a tenté de commencer une conversation sur le sujet; tout le dialogue que je t'ai rapporté textuellement s'est déroulé tout comme si je leur avais annoncé qu'il avait fait très beau en fin de semaine. RIEN: aucun résultat. J'aurais dit: "Mon chien est mort ou la terre est ronde" que j'aurais eu le même résultat... La conversation s'est éteinte, plouf..., comme ça... Et mesdemoiselles et messieurs de reprendre le cours de leur petite profession-gagne-pain en rêvant à la prochaine petite auto que leur petit salaire leur permettra de se procurer... Petits esprits, petits coeurs, petites gens, petits degueulasses, petits coups de poings sur la gueule!

L. B.

Avis de convocation

Vous êtes par les présentes priés d'assister à la réunion spéciale de l'AGEUM qui aura lieu, jeudi, le 11 mars à 7.30 heures du soir à l'École des Hautes Etudes Commerciales, 535 rue Viger, Mtl.

ORDRE DU JOUR

1. Période de questions
2. Lecture et adoption du Procès-Verbal
3. Proposition de l'exécutif sur la création du Comité EUM (2e lecture)
4. Proposition de l'exécutif relativement au projet Habitat 67
5. Lecture et adoption du nouveau projet de Constitution de l'AGEUM (1ère lecture)
6. Avis de maintien sur le problème de la Charte de l'Université
7. Proposition de l'exécutif relativement à la représentation internationale des étudiants québécois
8. Proposition de l'exécutif sur l'unilinguisme (français) au Québec
9. Divers.

Pierre Girard
Secrétaire Général

ASSEMBLÉE D'INFORMATION de M. Serge Ménard, candidat à la présidence de l'AGEUM

12:30 p.m., lundi, le 15
au grand salon du
Centre Social

Après son exposé, le candidat
répondra aux questions des étudiants

Des soeurs sur le Campus

Il y a des Soeurs sur le Campus. Non? Si... Qui pourrait dire le contraire... à l'oeil nu? Mais pourquoi ces religieuses en cet endroit? La réponse nous semble aussi simple que facile: les soeurs sont à l'Université parce que, comme tous les étudiants, elles viennent y chercher la compétence et la formation professionnelles exigées par leurs fonctions respectives.

Les conditions de frais de scolarité, de cotisation à l'AGEUM, d'examen, de cours qui sont celles de tous les étudiants laïcs sont aussi — et pourquoi pas — celles de toutes les soeurs, ces "laïques consacrées". Donc, aucune différence jusqu'ici entre les étudiants en général et les soeurs étudiantes.

D'autre part, bien des problèmes rencontrés par les étudiants de l'Université (pension en ville, transports quotidiens, repas en cantine, exigences académiques, option à l'intérieur des cours, etc...) sont également partagés par les soeurs. Toutefois, comme les personnes de langue différente, comme les professeurs,

comme les gens plus âgés qui reviennent aux études après avoir pratiqué une profession durant deux ou trois ans, etc... les religieuses rencontrent des problèmes qui leur sont bien particuliers, et dont il convient de chercher la solution avec les personnes mêmes qui les connaissent aussi, i.e. les religieuses étudiantes. C'est dans cette perspective que, le 31 janvier, des religieuses se sont réunies pour mettre en commun certaines préoccupations et chercher des solutions aussi efficaces qu'adéquates.

Teneur de la journée d'étude :

Cette réunion, qui eût lieu à l'Institut Marguerite-d'Youville, avait été souhaitée isolément par nombre de religieuses et a été organisée par une équipe qui groupait 10 membres dont 8 religieuses de communautés et facultés différentes et deux aumôniers du Campus.

125 religieuses-étudiantes répondirent à l'invitation lancée par le Comité d'organisation. Le sujet à l'étude avait été concrétisé dans des faits

relatant certaines attitudes observées au cours des rencontres étudiants-religieuses sur le plan purement scolaire aussi bien que sur celui des loisirs et autres activités religieuses ou sociales.

L'assemblée, partagée en 18 équipes de travail, était appelée à se prononcer sur l'authenticité et la fréquence des faits rapportés, à rechercher les causes et les conséquences de telles situations, à exprimer son opinion sur les divers moyens à prendre pour que les relations étudiants-religieuses soient aussi amicales que simples et vraies.

Il fut loyalement admis que, d'une part (faut-il le dire?), les attitudes d'indifférence, la froideur du moins apparente ou le manque de simplicité de certaines d'entre nous ne sont pas toujours de nature à favoriser le dialogue si apprécié présentement.

D'aucuns se demanderont si, d'autre part, nous avons fait état de l'attitude des étudiants laïcs?... Oui! c'est évident, il faut le dire tout de go. Nous nous sommes demandé si le monde étudiantin en général

n'avait pas PARFOIS tendance à juger une religieuse, telle religieuse en particulier, à priori et à travers toute une tradition qui la vieillit parfois de 50, 100, 150 ans au moins, pour ne pas dire davantage. (C'est beaucoup!) Par ailleurs, nous avons noté et avec joie l'effort accompli par bon nombre d'étudiants dans la création d'équipes d'entraide pour un travail scolaire, une célébration eucharistique, voire, certaines activités para-scolaires. A l'intérieur de certaines facultés, notamment, on dit ne percevoir aucune différence entre les diverses catégories d'étudiants. Inutile de dire que cette attitude altruiste — très réelle, nous en savons quelque chose — crée un climat psychologique aussi humainement appréciable que profitable à plus d'un point de vue.

Sur tous ces sujets d'actualité, on discutera ferme de 9 h. jusqu'à la messe communautaire célébrée vers 11 h. 30 a.m., par monsieur l'abbé Michel Buron, qui prononça l'homélie, alors que monsieur l'ab-

bé Michel Giroux fit les commentaires appropriés au thème liturgique et aux circonstances du jour.

Après le repas communautaire — on pourrait dire oecuméniques puisque plus de 20 communautés religieuses étaient représentées — le travail d'équipe se poursuit jusqu'à l'heure de la plénière qui réunit tous les participants à l'auditorium de l'Institut pour l'émission des vœux et le rapport de chaque comité.

Le climat de la journée ayant été si riche de fraternité, d'échanges lucides, de suggestions éclairées et de contacts vraiment humains, tous les membres étaient désireux de connaître le résultat final des nombreuses discussions :

13 équipes sur 18 ont demandé d'autres réunions analogues; d'autres ont exprimé le désir qu'un rapport de cette journée d'étude paraisse dans le QUARTIER LATIN (le voici!); d'autres encore ont suggéré que des réunions inter-facultés soient organisées entre laïcs et laïques-consacrées; 4 équipes ont noté... en passant, que le costume religieux gagnerait sans doute à être modifié plus ou moins considérablement; d'autres enfin ont invité l'assemblée à mettre plus de chaleur vraiment humaine parce que plus profondément chrétienne — dans le coude à coude quotidien... "Nul n'est une île"... tout à fait.

Dans un mot final, monsieur l'abbé Guy Bélanger, aumônier en titre de la paroisse universitaire, mit l'accent sur l'intégration PERSONNELLE que chacune doit réaliser dans le milieu que le Seigneur lui fait actuellement sien: le Campus.

Monsieur l'abbé Brouillet relut l'épître du jour; c'était l'au-revoir de l'assemblée!

Le Comité d'organisation par
Soeur LUCIEN-MARIE,
n.d.b.c.,
Soeur SAINT-ODILON,
n.d.b.c.

CONSEILLER TECHNIQUE

TRAVAIL : assurer la continuité de certains projets comme coopérative, logement, camps de travail d'été, etc.
constituer certaines archives
rédaction de mémoires
travailler à tout projet commandé par l'exécutif

EXIGENCES : diplôme d'études supérieures (études univ.)

TRAITEMENT : à discuter selon qualifications, expérience, etc.

Date limite pour les applications: 15 mars 1965

Ecrire à: A.G.E.U.M.
2222 Maplewood
Montréal
Re: conseiller technique

SOCIOLOGUE

TRAVAIL : Recherches sur problèmes du milieu étudiant
Financement
Structures
Enquêtes

EXIGENCES : maîtrise en sociologie
connaissance du milieu étudiant
curriculum vitae
diplômes
expériences extra-académiques

TRAITEMENT : à discuter selon qualifications, expérience, etc.

Date limite pour les applications: 15 mars 1965

Ecrire à: A.G.E.U.M.
2222 Maplewood
Montréal
Re: Sociologue

voyons, voyons,
mon bon ami...
pensez-y-donc!



Dites Donc Dow

Le Quartier Latin

est le seul journal qui vous appartient

COLLABOREZ :
LOCAL 707

DU CENTRE SOCIAL

FUTUR MEDECIN !
 Location idéale, bureau et résidence sur même étage, moderne et très propre, ancien bureau de professionnels. Population: 12,000 âmes et toujours grandissante. Avenir florissant.
 Tél. 748-8019 ou 655-1505

BUREAUX A LOUER
 Ville-Emard, centre professionnel avec toutes commodités, service de conciergerie, prix très raisonnable. Information 768-3191.

Le Quartier Latin
 EST LE SEUL JOURNAL QUI VOUS APPARTIENNE
COLLABOREZ : LOCAL No 7

"DEMANDEZ A JAYNE"


la **Lambretta** est imbattable

Apparence - Performance - Economie
 Connaissez la satisfaction et le plaisir de posséder une LAMBRETTA. Exelle par sa commodité, son économie et le plaisir — 100 milles au gallon d'essence. Construite d'après des spécifications rigides par le manufacturier de "Scooters" le plus réputé du monde.

Jayne Mansfield

TERMES FACILES
 Ecrivez pour nom de votre concessionnaire
 OU VOIR

Bentley's Cycles & Sports Ltd.
 2081 Bleury — 255 Beaubien Ouest — Montréal



Une suggestion pratique :

Pour bien terminer la semaine

"Les Danses Libres"
 DU VENDREDI SOIR

ENDROITS : 4e et 5e étages du Centre Social
 ENTRÉE : 0.75 par personne
 TENUE VESTIMENTAIRE : veston et cravate
 LA CARTE DE L'AGEUM EST EXIGEE POUR LES GARÇONS

"Notre devoir est de vous divertir le vôtre, d'y venir"



CIGARETTES
"EXPORT"
 BOUT UNI
 ou FILTRE
 Nouveau FILTRE "KING" 25

à l'heure de la détente...



la bonne bière de chez nous

BELLE OPPORTUNITÉ
 Compagnie internationale recherche jeunes hommes pour être entraînés dans la vente à plein temps. Territoire exclusif à Montréal, bilingue et auto nécessaire. Salaire et commission.
 214 ouest, CREMAZIE
 MONTREAL

Tenue de cérémonie
 EN LOCATION



HABITS DE CÉRÉMONIE
 POUR TOUTE OCCASION

Classy
 tenue de gala inc.

ESCOMPTE 20% AUX ETUDIANTS
 1227 carré Phillips, 861-3625
 4806 ave du Parc, 272-5704
 6984 rue St-Hubert, 271-1166
 5320 ch. Reine-Marie, 482-6560
 Ouvert jusqu'à 6 h. p.m. —
 Les jeudis et vendredis
 jusqu'à 9 h. p.m.

Les journées syndicales de l'UGEQ

• mercredi

Le syndicalisme sur la sellette

par Louis FALARDEAU

La semaine syndicale de l'UGEQ s'ouvrait mercredi soir dernier sous le thème de l'union ouvrier-étudiant, par un colloque sur le syndicalisme et les problèmes des travailleurs. Les participants étaient: MM. Pierre Vadeboncoeur, conseiller technique à la CSN; Lavoie de l'UCC; Gagnon, président du comité politique de la CTM; Pierre Vallières des Comités de Chômeurs. M. Gilles Beausoleil agissait comme président d'assemblée.

M. Vadeboncoeur traça un tableau très noir de ce qui attend l'ouvrier à son entrée dans le monde du travail. Il parla de la déshumanisation exercée par l'usine sur le travailleur, qui n'est qu'un instrument au service d'institutions économiques dont le seul but est l'efficacité, calculée en termes de maximum de profits. "Les travailleurs sont de simples exécutants qui ne peuvent en aucune façon prendre part aux décisions. Ils sont de simples outils et n'ont aucune responsabilité". C'est pour ces raisons, selon lui, que machines et usines sont faites non en fonction de l'être humain qui s'en sert,

mais de leur capacité d'augmenter le profit. M. Vadeboncoeur a aussi parlé du favoritisme et de la discrimination faite aux syndicalistes. Il a conclu en disant que l'usine "détruit et désintègre le travailleur."

Le deuxième paneliste, M. Lavoie, a nié que l'agriculture soit un siècle en retard. Il croit plutôt que ce sont les citadins qui sont en retard au point de vue information et compréhension des problèmes des agriculteurs. Il a poursuivi en disant que "ce ne sont pas les agriculteurs ou leurs porte-parole autorisés qui ont prêché le retour à la terre mais bien des gens en dehors de ce milieu". Il a fustigé certains professeurs d'université qui taxent les cultivateurs de conservatisme et qui croient encore que ces derniers en sont au stade de ce fameux retour à la terre. M. Lavoie a dénoncé l'intégration de l'agriculture qui se fait actuellement par quelques grands trusts étrangers, et qui est néfaste et aliénante pour le cultivateur québécois. Il a souligné la nécessité d'une planification très poussée afin que les agriculteurs québécois puissent prendre le contrôle de l'offre. Il a



PIERRE VALLIERES
Une planification impérative

terminé en invitant le gouvernement à agir.

Le représentant de la CTM a surpris beaucoup de monde par ses idées "avancées" et son franc parler. M. Lavoie a d'ailleurs déclaré: "On n'a pas besoin d'idées de croûlants. Moi je vous ai donné mon idée, et je ne suis pas sûr que demain je serai encore président du comité politique de la CTM. Mais ça je m'en salue". Parlant

de l'automatisation, il a déclaré que celle-ci amènerait nécessairement de grandes transformations de la société. "Aujourd'hui la société est passée au crible de la raison. On s'apercevra de la désuétude de ses institutions, et ce sera une catastrophe pour les grands monopoles qui forment la classe dominante et ont le pouvoir réel et pour leurs valets parlementaires". M. Gagnon conteste la valeur de l'investissement étranger qu'il appelle asservissement. "Le salaire étudiant aurait mis plus d'argent sur le marché que les deux usines automobiles qu'on construit présentement. Il a conclu en disant que la société devait être transformée. "Ce ne sera pas l'entreprise privée qui le fera, mais les ouvriers".

Selon Pierre Vallières du comité des Chômeurs, le chômage est un problème national très grave que le gouvernement doit solutionner au plus tôt en prenant des mesures très précises, dont une planification impérative. Selon lui si le gouvernement dépense plus pour l'éducation c'est pour retarder l'entrée des jeunes sur le marché du travail. "Les travailleurs ne doivent plus attendre des autres l'action leur permettant

d'atteindre leurs objectifs. Les ouvriers doivent descendre dans la rue et exiger des solutions.

La période de question qui suivit fut très intéressante et très vivante. Un sujet fut particulièrement étudié: l'éducation politique des syndiqués. On a reproché aux dirigeants syndicaux de ne pas avoir accordé assez d'importance à cette question. M. Vadeboncoeur a répondu qu'à la CSN beaucoup de personnes voudraient politiser le syndicat mais que le congrès qui est maître en ce domaine s'y était toujours opposé. M. Gagnon, pour sa part, croit qu'il serait irréaliste de politiser un syndicat et après essayer de faire adopter ces idées politiques aux membres. Selon lui l'éducation politique se fait dans la bataille, sur la ligne de piquetage.

Il est regrettable que cette première manifestation de la semaine syndicale de l'UGEQ n'ait attiré qu'une soixantaine de personnes. Et de plus à peu près tous étaient des gens engagés dans l'action étudiante ou ouvrière, déjà gagnés aux idées lancées par les panellistes. Si c'est à cause d'un manque d'information, c'est malheureux. Si c'est un manque d'intérêt, c'est bien pire.

De Pierre Vallières à Michel Chartrand...

par Roch Poisson

La période de questions, quelque peu orageuse et très longue, fut surtout l'affaire de militants syndicalistes.

Le premier auditeur à prendre la parole ouvrit le feu sur M. Marchand. M. Pierre Vallières ("Révolution Québécoise", Le Comité des Chômeurs) reprocha au chef de la CSN de "s'accommoder facilement de l'inertie des masses" et de ne pas développer la conscience de classe chez les ouvriers, "de peur que ça renverse le système". "Maintenez-vous toujours", ajouta-t-il, ce que vous écriviez en '60 dans CITE LIBRE, à savoir qu'un parti politique ouvrier serait MORALEMENT inadmissible..." Jean Marchand répliqua sèchement que, selon lui, "un parti doit être démocratique, au service de toutes les classes et non de la seule classe ouvrière qui est d'ailleurs de moins en moins nombreuse". "Quant à l'éducation syndicale, précisa-t-il, vous ne savez même pas ce qui se passe à la CSN. Alors, n'en parlez pas. Nous dépensons des milliers de dollars dans ce secteur..."

Deux ou trois ouvriers intervinrent pour déplorer une fois de plus les luttes intersyndicales et réclamer une meilleure "coordination des forces ouvrières face au capital". "Pourquoi se fendra la face, lança l'un d'eux, et faire la surenchère du patriotisme? Nous sommes écoeurés des chicanes à tout propos..." "Il faut réaliser l'unité syndicale", de renchérir M. Henri Gagnon, du Conseil du Travail de Montréal. Et s'adressant à M. Marchand:

"Dans une prise de position reproduite hier dans LA PRESSE (et dont le leader syndicaliste avoua ne pas se rappeler!), vous attaquez les unions internationales. Pourquoi? Il n'y a rien d'incompatible à être membre d'un syndicat américain et aussi un vrai patriote canadien-français..."

Le problème du "parti ouvrier", qui avait été effleuré pendant le débat, fut énergiquement posé par M. Jean-Marie Bédard, du Comité central du PSQ: "Les panellistes croient-ils à la nécessité pour la classe ouvrière d'agir sur le plan politique? Si oui, croyez-vous que les classes populaires du Québec devraient se situer dans une place de jubé (un parti pancanadien) ou dans un parti authentiquement québécois?..."

Deux panellistes refusèrent de se prononcer: MM. Laberge (FTQ) et Moreau (UCC) invoquèrent le principe qui veut qu'un porte-parole n'ait pas le droit de se prononcer au nom de son groupe. Quant à M. Marchand, il réaffirma l'absurdité d'un parti exclusivement ouvrier et rappela qu'"on ne pourrait faire l'union des ouvriers sur le plan politique, alors qu'on n'a même pas l'unité syndicale...". Par ailleurs, pressé de définir son orientation idéologique, le chef de la CSN se situe "quelque part entre le capitalisme et le marxisme" et ce, "dans le contexte canadien — tant qu'il y aura un gouvernement canadien...". Seul, des quatre panelistes, M. Jacques Desjardins (UGEQ) sembla favoriser un parti socialiste québécois — "je ne peux me prononcer, mais au

fond..." — olléguant que la démocratie politique actuelle, "c'est quelques pharisiens pour qui seule la piastre compte..."

Les notes les plus sombres de la soirée furent apportées par un chômeur qui s'est dit révolté "de ne pas avoir entendu parler ce soir des 3% sans travail, des 300,000 chômeurs qui végètent".

Il appartient au syndicaliste bien connu Michel Chartrand de clore le débat: "Faut pas se raconter des histoires. Ce que les étudiants, la nouvelle génération, veulent, c'est que les centrales réalisent l'unité syndicale — pas la fusion — et qu'elles commencent à s'occuper des problèmes fondamentaux du peuple québécois. Leurs engueulades, les chefs syndicaux les garderont pour la télévision..."

• jeudi

Ouvriers et étudiants deux mondes ou un seul?

par Christine RICHARD

Jeudi soir dernier, dans le cadre de la Semaine Syndicale de l'UGEQ, avait lieu un colloque intitulé : "Syndicalisme Ouvrier et Syndicalisme Étudiant". Deux ouvriers : Laurent Gaudreau, secrétaire du syndicat des ouvriers - manoeuvres et Gilles Desmarais, des Copains de Saint-Henri. Deux étudiants : Jean Bellemare, président du comité provisoire du Congrès des mouvements de jeunesse et Robert Nelson, directeur du Comité d'action sociale de l'AGEUM. Quatre schèmes de pensée différents...

Un fossé à franchir

"Bon Dieu, je finance ma propre exploitation!" rouspète souvent l'ouvrier vis-à-vis la classe étudiante. D'où vient cette méfiance, fortement ancrée chez les travailleurs manuels? M. Laurent Gaudreau y voit deux raisons principales. L'ouvrier est conditionné par ce qui existe dans la société actuelle, basée sur la recherche du profit, une société où la classe patronale a complètement submergé la classe ouvrière. Il considère l'université comme une autre entreprise et l'étudiant comme un investissement. L'autre raison est peut-être celle qui choque le plus l'ouvrier : le fait que beaucoup de jeunes, issus du milieu populaire, s'en détachent dès qu'ils accèdent à l'université, en viennent même à le mépriser. "Quand l'ouvrier voit des étudiants qui fuient sa présence, pas étonnant qu'il soit porté à ne pas vouloir dialoguer..."

M. Gaudreau, pour sa part, ne voit pas de différence réelle entre l'étudiant et l'ouvrier manuel. Il existe un parallèle entre les droits et les devoirs des ouvriers et des étudiants. La nationalisation des professions viendrait remplir le fossé qui existe actuellement entre les deux groupes.

M. Gaudreau considère comme utopique, dans le contexte actuel, de demander aux étudiants une grève générale pour appuyer les ouvriers sur un problème concret tel le sous-emploi. "Dans un camp comme dans l'autre, dit-il, seule une minorité est sensibilisée aux problèmes sociaux. Mais cette minorité se doit de s'atteler au rapprochement des deux groupes." Il faut en arriver à vivre comme des classes humaines et non plus comme des classes économiques. Pour ce, il est primordial que l'ouvrier rejette certains préjugés dont il n'est cependant pas la cause, que l'étudiant modifie son attitude vis-à-vis le monde ouvrier et s'engage à plein dans la poursuite d'objectifs nationaux tel : "Le sol du Québec aux Québécois!"

Faut pas penser comme Bruchési...

"Au premier abord, le syndicalisme étudiant m'a paru la pire idiotie qui puisse exister. "C'était, dit Gilles Desmarais, mon opinion, et c'est encore celle de la majorité des ouvriers." Il ajoute en badinant que la question a commencé à le préoccuper le jour où il s'est aperçu être du même avis que M. Claude Bruchési... chose inquiétante, ne fut-ce que sur un point!

"En y regardant de plus près, on s'aperçoit que le syndicalisme étudiant et le syndicalisme ouvrier sont l'un comme l'autre sur une ligne de départ". M. Desmarais compare les revendications syndicales d'antan à celles des petites associations de collège. A cause de problèmes communs tels la corruption politique, la Confédération, le chômage, la gratuité scolaire, étudiants et ouvriers doivent faire, sinon un mariage d'amour, tout au moins un mariage de raison.

M. Desmarais voit cependant plusieurs dangers dans le syndicalisme étudiant : qu'il devienne une chapelle intellectuelle perdue dans les grands mots; que l'avènement du syndicalisme professionnel se fasse au détriment des ouvriers qui ne pourront plus alors accéder aux postes de commande; que certains s'en servent pour se placer les pieds. Un moyen pour l'UGEQ de rejoindre véritablement la masse serait de s'adjoindre les étudiants du secondaire. L'UGEQ, c'est pour M. Desmarais la dernière chance... la dernière



JEAN BELLEMARE
L'édification d'un Québec nouveau



GILLES DESMARAIS
Le danger des chapelles intellectuelles

chance de rapprochement entre ouvriers et étudiants.

Groupe de pression ou parti?

"La jeunesse actuelle est la force qui devrait être la plus impliquée dans l'édification d'un Québec nouveau", telle est l'opinion de M. Jean Bellemare, étudiant. Il faut éviter, pour le moment, la formation d'un parti de jeunes, parti qui pourrait stratifier leurs revendications et les forcer à jouer le jeu de la politique.

Mais les jeunes peuvent agir en tant que groupe de pression, vu la variété de leur champ d'action. La première étape est de mettre sur pied un front commun groupant tous les milieux. Il faut ensuite leur faire prendre conscience de la situation actuelle du Québec, situation qui n'est pas tel-

lement changée depuis l'avènement de la Révolution tranquille. Il est de première importance que les ouvriers participent à ce mouvement qui implique des revendications vitales pour eux. Car les jeunes donnent maintenant la priorité à des problèmes sociaux et structurels, tels la Constitution, l'économie, l'éducation, le chômage. "Leur" vérité n'est pas "tranquille", mais souvent dure et inhumaine.

Pour concrétiser leurs exigences, les jeunes doivent les transposer sur le plan politique. Mais il faut à tout prix éviter la co-gestion sur le plan gouvernemental dans quelque domaine que ce soit. La co-gestion amènerait insensiblement les organismes de jeunesse à accepter la situation présente et à limiter leurs revendications...

Action sociale étudiante

L'action sociale directe est pour Robert Nelson, directeur du comité d'action sociale de l'AGEUM, le meilleur moyen de trouver "peut-être" la solution aux problèmes québécois.

Depuis quelques années, les relations entre étudiants et ouvriers, au niveau des structures, sont établies de façon permanente et efficace. Les deux groupes vont de l'avant pour solutionner leurs problèmes communs, les problèmes du Québec. Par exemple, en 1962, les étudiants appuient les employés du Centre Social et ont leur premier contact avec les centrales syndicales CTM. La CTM, en octobre 1963, appuie officiellement le boycottage de la cafétéria. Lors de la marche étudiante sur Québec, des consultations avec la CSN et la FTQ amènent la réorientation de l'objectif : "Pas d'accessibilité générale sans réforme globale des structures sociales."

Le contact au niveau des dirigeants est très valable. Cependant, sur le plan de l'échange direct entre étudiants et ouvriers, l'évolution a été plus lente et plus tardive. La prise de conscience du problème des masses est plus souvent un mythe qu'une réalité. L'action sociale permet d'acquiescer une nouvelle dimension du problème. Il faut mettre l'étudiant directement en contact avec l'ouvrier tant qu'il peut encore un peu se dévouer, même si le travail accompli n'est pas très efficace. Cette année, cinquante universitaires participeront à des camps d'été d'animation sociale. "Quand, demande M. Nelson, le gouvernement nous financera-t-il de façon valable?"

Les camps de travaux d'été

50 étudiants ou 50 chômeurs?

par Christiane RICHARD

L'action de l'étudiant doit-elle, oui ou non, se limiter à son milieu? Question qui a engendré, lors d'un panel des Semaines Syndicales de l'UGEQ, une chaude prise de bec...

Gilles Desmarais, ouvrier: "L'étudiant devrait changer sa 'gamme' plutôt qu'être mi-étudiant, mi-ouvrier. A ces camps de travaux d'été, vous allez prendre la place des gars. Jamais je ne croirai qu'il n'y a pas cinquante ouvriers assez intelligents pour aller enseigner, EUX, aux ouvriers!"

Robert Nelson, étudiant: "Le premier critère du projet a été de faire attention que ce ne soient pas, justement, des pos-

tes que les ouvriers pourraient remplir."

Desmarais: "Pourquoi les gars du secondaire, dont 60% se trouvaient en chômage l'été dernier à Saint-Henri, ne pourraient-ils faire le même travail qu'un étudiant en droit?"

Nelson: "Il est de plus en plus difficile de trouver des emplois pour les étudiants, même au niveau universitaire. Beaucoup de régions ont besoin de compétences techniques, les étudiants peuvent y faire un bon boulot quoiqu'il soit utopique de croire qu'en trois mois on puisse implanter une structure complète."

Un quidam: "J'ai peur que les camps de travail soient avant tout une expérience pour ces étudiants!"

Paul Laurent, candidat au pos-

te: "Pour apprendre la sociologie, il faut que j'aie les mains dedans, que j'aie des contacts avec des HUMAINS. Ce qui me fait peur, c'est ce refus systématique à cause de préjugés de gens influents dans le milieu ouvrier. Il faut que vous travailliez AVEC l'étudiant, que vous lui donniez toutes les informations possibles. Ainsi, il pourra faire valoir l'expérience qu'il aura vécue. Mais s'il part de "La Montagne" pour aller à Québec, il ne comprendra jamais!"

Desmarais: "Je suis d'accord que l'ouvrier ne peut se mettre à la place d'un professionnel. Mais il n'a pas à se contenter d'étudiants, il a droit à de VRAIS professionnels. On est méfiant vis-à-vis les étudiants parce qu'on en a vu trop sou-

vent venir chercher leur expérience, et s'en retourner ensuite..."

Laurent Gaudreau, ouvrier: "Je suis d'accord avec les camps étudiants si cela peut leur permettre de comprendre que le Québec a besoin d'être industrialisé, que les structures actuelles ont besoin d'être changées. S'il y a une véritable prise de conscience, ce sera un grand apport à la société en général."

Dialogue de sourds, ou dialogue tout court? Combien d'ouvriers pensent comme Gilles Desmarais? Combien d'étudiants se reconnaissent dans cette image du parfait dilettante? L'expérience de l'été prochain nous apportera une réponse dont cinquante parmi nous seront responsables...

• vendredi

L'avenir de la classe ouvrière au Québec

"Le mouvement syndical, luttant pour la cause des travailleurs, se doit d'avoir un contenu politique et de l'exprimer de façon concrète et tangible", déclarait vendredi soir M. Fernand Daoust, vice-président de la F.T.Q. Les ouvriers subissent depuis trop longtemps la politique de profit mise en application par un régime despotique. Ils travaillent dans des conditions souvent inhumaines et face à une complète insécurité du lendemain. "Il faut absolument que le syndicalisme s'en prenne aux structures de notre économie." Qu'on en vienne à tenir compte des besoins des travailleurs, et non uniquement du profit qu'on peut tirer d'eux. M. Daoust insiste sur le fait que ce renversement des structures économiques ne peut s'effectuer que par une "politisation du syndicat ouvrier." "Les travailleurs d'usine sont des socialistes qui s'ignorent, poursuit-il. Ils sont victimes de la propagande nord-américaine anti-socialiste." Mais la nature de leurs revendications les classes au rang de partisans socialistes. Ici se dégage le rôle du syndicalisme québécois, qui est de sensibiliser les tra-

vailleurs au problème capitaliste, provoquant ainsi leur "émancipation" et leur "libération".

M. Daoust a déclaré par la suite que "les syndicats québécois réussiront à transformer notre société à condition qu'ils réalisent l'unité de leurs forces." Il est d'avis que ces luttes, loin de servir la cause des travailleurs, sont un facteur de dépolitisation des syndicats. Elles "érigent un mur de haine entre les ouvriers et mettent en veilleuse leurs véritables problèmes." Pendant que se produisent ces campagnes de maraudage, les forces de droite se rassemblent. D'où la nécessité immédiate pour les dirigeants syndicaux de réaliser l'unité, de "regrouper les 400,000 travailleurs syndiqués en une centrale authentiquement québécoise". Car autrement, les Québécois risquent "d'être d'éternels absents où se prennent les décisions", et continueront d'être exploités par le régime capitaliste. "Les dirigeants devront aborder le problème de l'unification sans tenir compte des extrémistes et des prophètes de malheur." M. Daoust souligne que "c'est

dans le respect des libertés syndicales qu'une telle unification est rendue possible." Les travailleurs québécois devront cependant conserver des "liens de solidarité organique avec les autres travailleurs canadiens." De cette fusion organique des syndicats dépend la possibilité d'améliorer de façon notable la politique québécoise.

Rôle des étudiants

Dans le contexte social actuel, "il m'apparaît fondamental que les étudiants voient la nécessité du syndicalisme et qu'ils en approfondissent véritablement le sens. Qu'ils se sensibilisent aux problèmes de la classe ouvrière", souhaite M. Daoust, qu'ils réalisent que l'insécurité de l'emploi est une réalité concrète à laquelle l'ouvrier doit faire face, et ils seront plus en mesure de comprendre le désarroi dans lequel les a jetés le système capitaliste. Les étudiants doivent se rallier aux ouvriers plutôt que se préparer à faire obstacle plus tard à leurs revendications. C'est en se plaçant sur ce plan que les ouvriers se montrent quelque peu réticents



FERNAND DAOUST
La cause des travailleurs

à l'égard de la gent étudiante. Car pour un grand nombre d'entre eux, "les étudiants sont des futurs patrons; ce sont des privilégiés qui, au lendemain de leurs études, ne pourront qu'oublier leurs principes pour accéder au rang de la classe exploitante". C'est aux étudiants que revient la tâche de se revaloriser aux yeux des ouvriers. Ils ont le droit d'exi-

ger des mouvements syndicaux un plus grand respect des travailleurs: qu'un effort soit fait pour régler leurs problèmes immédiats, tels le chômage, l'insécurité d'emploi, les relations patrons-ouvriers. "Les étudiants doivent mettre sur la sellette les dirigeants des mouvements syndicaux" lorsqu'ils s'éloignent des intérêts des travailleurs. Ils ont besoin d'être soumis à un certain contrôle que les étudiants, qui ont à coeur d'améliorer la situation sociale, sont en mesure d'exercer.

Urgence d'une restructuration économique

M. Daoust termine en mettant l'accent sur l'urgence de la situation: "Qu'on arrête de s'égratigner de part et d'autre et qu'on fasse l'unité. Ça presse dans le contexte politique actuel." On met en cause l'épanouissement de notre société. M. Daoust rappelle sa confiance en la classe ouvrière: "J'ai grande foi dans les travailleurs qui sauront mettre en crise le régime capitaliste dans lequel on vit."

P.-L. G.

• entrevue

Un pas vers la collaboration?

par Marthe THERRIEN

A la clôture de la Semaine syndicale récemment tenue à Montréal, nous avons tenté de tracer le bilan des principaux points discutés et des positions prises par les différentes centrales syndicales face à leurs problèmes communs. Nous avons recueilli à cet effet les propos de M. Charles Gagnon, directeur du Bureau des Affaires Syndicales:

"Il est difficile de déterminer la portée exacte d'une semaine syndicale. Nous pourrions l'évaluer un échec quant au nombre d'étudiants qu'elle a réussi à mobiliser aux colloques et aux commissions, contrairement aux ouvriers et aux agriculteurs, mais une réussite quant à l'effort unanime de collaboration suscité à l'intérieur des quatre centrales syndicales. Des études sérieuses ont été entreprises durant cette semaine et on a proposé des solutions qui méritent d'être considérées attentivement".

La rencontre des dirigeants syndicaux

"Samedi soir, le colloque mettant en présence les dirigeants des grandes centrales syndicales a été particulièrement fructueux. Jean Marchand, président de la CSN, s'est à nouveau proclamé contre la création d'un parti ouvrier comme étant "morale-

ment inadmissible", soulevant ainsi de vives protestations dans la salle. Jacques Desjardins, président de l'UGEQ, a noté l'impuissance actuelle des syndicats comme groupes de pression sur le gouvernement. Il a invité les centrales à faire l'unité et à cesser le maraudage. C'est alors qu'il a suggéré la création d'une confédération réunissant les représentants des quatre centrales syndicales, dans le but de regrouper les revendications syndicales les plus importantes. Il a également prévu la formation d'un comité de recherches à l'intérieur de cet organisme, ce qui représenterait une menace pour le gouvernement, car on pourrait utiliser efficacement le droit de grève en cas de mépris des revendications. La suggestion de Jacques Desjardins a suscité l'intérêt des trois dirigeants syndicaux, mais au sujet de la grève générale, Louis Laberge l'a qualifiée de "mythe" du fait que les ouvriers ne sont intéressés que par leurs intérêts immédiats et hésiteraient à apporter un tel appui. Certains espoirs peuvent naître même si la formule de Desjardins doit être approfondie avant d'être appliquée. Marchand est d'avis que l'UGEQ, en découvrant un objectif commun, par exemple au sujet du chômage, pourrait assez faci-



CHARLES GAGNON

lement faire accepter à l'unanimité sa formule, qui semble un moyen efficace pour rejoindre les intérêts des quatre groupes impliqués".

Les étudiants et la réalité syndicale

Charles Gagnon commente ainsi le faible participation étudiante: "Les étudiants, au niveau classique et secondaire surtout, ont des idées assez vagues du syndicalisme. Il ne s'agit pas pour eux d'un engagement social, comme pour les ouvriers et les agriculteurs. La preuve est qu'on n'a remarqué la présence d'aucun délégué de l'AGEUM ni d'aucune autre association étudiante aux commissions et aux colloques. Le syndicalisme étudiant n'est pas encore une réalité vivante, mais relève plutôt du domaine de l'intellect. D'autre part, les moyens de publicité trop traditionnalistes, se sont avérés inefficaces: il aurait fallu des annonces-choc qui auraient fait prendre conscience aux étudiants de leur appartenance à

un syndicat. La représentation ouvrière a été beaucoup plus considérable, du fait que l'ouvrier s'identifie à son syndicat, c'est pour lui une réalité. La situation ne peut être qualifiée d'échec, mais de leçon pour les organisateurs de cette semaine.

Collaboration possible étudiants-ouvriers

M. Gagnon s'exprime ensuite sur l'évolution dans les rapports au niveau des syndicats: "La collaboration se faisait auparavant par les présidents. Maintenant, elle prend racine à des niveaux inférieurs. L'avenir syndical est dans cette communication à la base entre étudiants et ouvriers. Même si les ouvriers classent plusieurs étudiants au rang des bourgeois en puissance, il s'est produit une évolution dans la pensée ouvrière. Les manifestations sociales étudiantes en sont les responsables, car un grand nombre d'ouvriers, par exemple, considèrent la réclamation d'un pré-salaire et de la gratuité scolaire comme indispensables et comme des mesures parallèles aux revendications ouvrières. Les ouvriers tendent à accepter de plus en plus que des étudiants réclament pour eux une réduction du chômage, par exemple, car les étudiants ont le droit d'exiger que

la société soit organisée d'une autre façon.

Dépréciation du syndicat agricole

M. Gagnon souligne cette ignorance totale des ouvriers et aussi des étudiants pour les cultivateurs. Ces derniers, qui sont apparus sur la carte syndicale avec la marche sur Québec, ne comptent à peu près pas pour les ouvriers. Il semble que M. Marchand, lorsqu'il fait mention d'eux, le fasse "par accident". C'est un fait déplorable car c'est au sein de l'U.C.C. que s'est révélé le désir de collaboration le plus entier; de plus, ce sont les cultivateurs qui groupent proportionnellement à leur nombre le plus grand effectif de syndiqués. D'accord avec M. Daoust, M. Gagnon affirme que les agriculteurs, comme les ouvriers, ont peur du socialisme, mais non des revendications sociales, et à l'UCC on réclame une complète restructuration des cadres économiques.

Une semaine syndicale annuelle

M. Gagnon termine en se déclarant satisfait de l'expérience de la semaine dernière. Il promet des activités de ce genre tous les ans, "afin de favoriser une plus étroite collaboration entre les organes syndicaux, ce qui crée une forme quelconque d'unité".

• samedi

Vers un front commun syndical

(par Pierre-Louis GUERTIN)

Samedi soir dernier avait lieu à l'école Cardinal Newman un colloque dont le thème était: "Les grandes centrales syndicales et notre avenir collectif" et qui réunissait l'UGEQ (Union générale des étudiants québécois), la FTQ (Fédération des travailleurs du Québec), la CSN (Confédération des syndicats nationaux) et l'UCC (Union catholique des cultivateurs).

Me Jacques Yvan Morin, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Montréal, était l'animateur de la soirée. Il ouvrit le débat en soulignant que le syndicalisme prenait de plus en plus d'ampleur et que c'était un mouvement dont le dynamisme interne l'amenait à soulever tous les grands problèmes sociaux.

Les quatre conférenciers invités prirent ensuite la parole; nous donnons ci-dessous un résumé de ces quatre interventions.

JACQUES DESJARDINS : — Cessez les luttes fratricides !

Le Président de l'UGEQ fut le premier à prendre la parole. Il profita de l'occasion pour sermonner sévèrement les chefs de la CSN et de la FTQ à cause de leur manque de collaboration.

Faisant un bref exposé de la situation politique et économique au Québec, il a souligné le fait que le gouvernement ne prenait pas ses responsabilités et ne tentait pas de corriger les dénivellements sociaux. D'autre part, a-t-il dit, les efforts dépensés dans la lutte fratricide entre les deux centrales syndicales sont inutiles et nuisibles; "pendant ce temps, le capital jubile et l'ouvrier perd confiance".

Les dirigeants syndicaux doivent laisser tomber leur ambition d'hégémonie sur la classe ouvrière pour coopérer. Ils se rejoignent rarement pour mener conjointement une lutte et ne réalisent pas assez de fronts communs. Cet affrontement des groupes syndicaux doit cesser parce qu'il constitue une source d'affaiblissement du pouvoir de revendication ouvrier.

Pour corriger cette situation déprimante, Jacques Desjardins a suggéré que soit créé un comité inter-syndical de revendication sociale. Ce comité devra devenir une personne morale, avec les caractéristiques appropriées; et réunir en son sein toutes les catégories de travailleurs, tant manuels qu'intellectuels. C'est-à-dire que les quatre grandes centrales syndicales au Québec siègeraient à ce comité: l'UGEQ, la FTQ, la CSN et l'UCC. Les principales fonctions du Comité inter-syndical seront de rédiger un code d'éthique et de faire de la recherche en vue de réaliser des actions communes.

Ainsi les ouvriers, les cultivateurs et les étudiants pourraient-ils prendre conscience de leurs problèmes réciproques et peut-être, sur un objectif particulier, faire planer le spectre d'une grève générale pour obtenir leurs revendications.

LOUIS LABERGE : — "Vous avez raison, mais..."

En prenant la parole, le Président de la FTQ a reconnu que l'exposé de Jacques Desjardins l'avait pris par surprise et qu'il était mal préparé pour répondre aux accusations et suggestions du Président de l'UGEQ. Il a dit regretter le fait que des sommes d'argent soient dépensées dans un affrontement des

centrales syndicales quand elles pourraient être utilisées pour des luttes ouvrières.

"Jacques Desjardins a exprimé des réalités, a-t-il dit, mais des réalités qui semblent ignorer le travail accompli par les syndicats dans le passé".

Pour répondre à la suggestion du Président de l'UGEQ réclamant la création d'un comité inter-syndical, il a rappelé qu'un tel comité avait existé dans le passé, mais qu'il avait cessé progressivement de se réunir avec les années.

Cependant "ce que le Président de l'UGEQ vient de proposer est quelque chose de bien différent". Ce n'était pas un comité de coordination chargé de faire de la recherche et de procéder à l'élaboration d'un code d'éthique que nous avions.

Louis Laberge a ensuite exprimé l'opinion que la suggestion de Desjardins était intéressante, surtout quand on considère que le bilan de dix années de luttes inter-syndicales n'a produit que le déplacement de 1,200 travailleurs d'une centrale à l'autre. "Ça revient cher au travailleur" a-t-il dit.

Au sujet de la politisation des travailleurs, il a rappelé que la FTQ avait déjà fait un effort dans ce sens, mais n'avait pu se rendre jusqu'à la phase qui permet d'appuyer un parti politique. C'est dommage, car on est réduit aujourd'hui à voter ou bien Diefenbaker ou bien pour l'équipe à scandales des libéraux, ou alors pour... Caouette. Pas intéressant.

JEAN MARCHAND : — Pas très intéressé

Le Président de la CSN a également profité de son exposé pour répondre aux propos

accusateurs de Jacques Desjardins. Prenant pour acquis que le Président de l'UGEQ avait réclamé la tenue d'une grève générale dans le plus bref délai possible (ce que Desjardins a plus tard démenti), il s'est attaché à démontrer la difficulté d'une telle entreprise.

De l'extérieur, a-t-il dit, il peut être tentant de penser que les dirigeants syndicaux peuvent manoeuvrer à volonté les travailleurs; par exemple déclarer une grève générale si la politique appliquée par le régime ne les satisfait pas; mais la réalité est toute autre.

Les travailleurs de "La Presse" et de la RAQ (Régie des Alcools du Québec) par exemple, qui viennent de sortir d'un long combat, ne voudraient peut-être pas emboîter le pas dans une grève générale.

Aux Etats-Unis, il y a déjà eu des expériences dans ce sens et toutes les tentatives ont raté. A l'occasion de la grève de Louiseville, on a fait un sondage pour réaliser une action commune des travailleurs et d'autres syndicats ont télégraphié pour dire qu'ils n'étaient pas intéressés.

Monsieur Marchand a continué en expliquant qu'il existait à l'intérieur du monde ouvrier des différences trop considérables pour que l'on puisse espérer réaliser facilement l'unité d'action.

Pour attirer l'attention de tous sur un problème, il faut que le problème soit commun à toutes les personnes concernées et que l'atmosphère soit propice.

Pour terminer, le Président de la CSN a dit: "Je ne vois pas pourquoi le mouvement syndical serait utilisé pour faire n'importe quoi pour n'importe qui".

CAMILLE MOREAU : — Les agriculteurs négligés

Se rapportant au thème du colloque: "Les grandes centrales syndicales et notre avenir collectif", le représentant de l'UCC a exprimé l'opinion que l'action syndicale devrait tendre dans le futur à redonner à l'agriculture la place qui lui revient dans l'économie du Québec. 550,000 personnes travaillent dans ce secteur, un milliard et demi de dollars y sont investis, la production agricole est fondamentale au Québec et pourtant, le revenu moyen de l'agriculteur n'équivaut même pas à 60% du revenu moyen de l'ouvrier.

Le secteur agricole est le seul secteur qui n'a pas connu de renouveau économique appréciable depuis la guerre; il a été confiné à une sorte de ghetto économique et sa situation est voisine de celle d'un territoire colonisé.

Monsieur Moreau a de plus souligné qu'on ne s'est pas préoccupé de rémunérer le travail des agriculteurs proportionnellement à la valeur de la production et que ce traitement injuste a produit le désintérêt de la population, la dévalorisation de la terre et la désertion de la main d'oeuvre agricole.

Il a de plus affirmé que c'était sans doute le rôle de l'UCC de revaloriser ces choses, par ses politiques de prix entre autres, mais que les autres secteurs de l'économie pouvaient et devaient coopérer en faisant front commun.

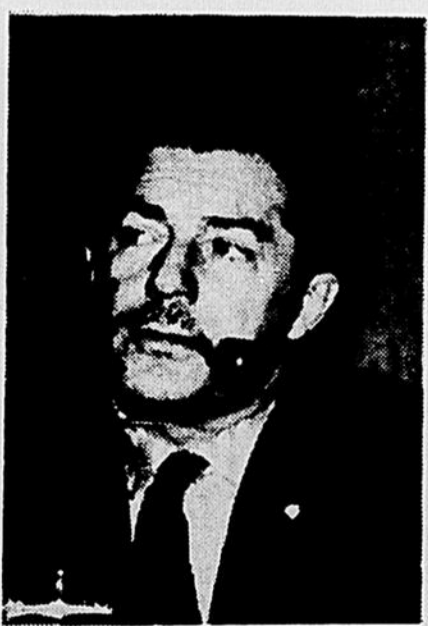
La suggestion de Jacques Desjardins à l'effet de créer un Comité de coordination inter-syndicale semblait donc à Monsieur Moreau un bon instrument pour réaliser l'unification bienfaisante dans le monde du travail.



Jacques-Yvan Morin
Le syndicalisme prend de l'ampleur...



Camille Moreau
Mal rémunérés...



Jean Marchand
Faire n'importe quoi



Louis Laberge
Le travail des syndicats



Jacques Desjardins
Le capital jubile...